

Les enjeux de la présidentielle

les cahiers de la présidentielle



NOVEMBRE 2016

LA GAUCHE
EST L'AVENIR
DE LA FRANCE



cahiersdelapresidentielle.parti-socialiste.fr



Les enjeux de la présidentielle

LA GAUCHE
EST L'AVENIR DE LA FRANCE

20 défis

À L'ÂGE DIGITAL ET ÉCOLOGIQUE,

METTRE EN ŒUVRE UN NOUVEL INTERVENTIONNISME

18

1. Un programme d'investissement université-recherche
2. La culture du numérique diffusée dans toutes les entreprises
3. De grands travaux de rénovation thermique et de modernisation des infrastructures de réseaux (rail, énergies, eau, très-haut-débit)

FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL ET DE L'ACTIVITÉ,

INVENTER LES PROTECTIONS NOUVELLES

28

4. Un revenu minimum décent
5. Des parcours professionnels sécurisés
6. Des offres d'apprentissage et d'alternance rassemblées sur une plateforme régionale unique
7. La production de logements adaptée aux temps de la vie
8. L'offre de services publics adaptée aux rythmes de vie
9. La politique de santé réorientée vers la prévention responsable

pour l'avenir

DANS LA SOCIÉTÉ DES INDIVIDUS, BÂTIR LA FRATERNITÉ NOUVELLE

42

- 10. Un droit au voyage pour les jeunes
- 11. Le soutien à la vie associative et au bénévolat
- 12. Une charte nationale de la laïcité
- 13. La justice fiscale pour la justice sociale

POUR REVIVIFIER LA DÉMOCRATIE, IMAGINER LES NOUVEAUX POUVOIRS

52

- 14. Le non-cumul des mandats dans le temps
- 15. Pour les citoyens, un droit d'amendement et une plateforme de suivi de la fabrique de la loi
- 16. Une nouvelle étape de décentralisation

DANS LA MONDIALISATION, AFFIRMER L'EUROPE NOUVELLE

62

- 17. Un pacte de sécurité européen contre le terrorisme
- 18. Un « buy european act » pour un juste-échange
- 19. La zone euro forte d'un gouvernement et d'un parlement
- 20. Un pacte pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux

Un nouveau « Nous » français



**Jean-Christophe
Cambadélis**

Premier secrétaire
du Parti socialiste

*Discours
du 29 novembre
2016 à Paris.*

*Seul le prononcé
fait foi.*

Mesdames, Messieurs,
Françaises, Français,

Plusieurs destins sont possibles pour la France. Notre pays peut emprunter plusieurs chemins.

En participant à l'élection présidentielle, vous ne choisirez pas une personne, vous choisirez un destin pour la France.

Car participer à l'élection présidentielle ce n'est pas simplement répondre à la question du « qui ? ». C'est d'abord et avant tout répondre à la question du « quoi ? ».

La question posée est aussi simple que cruciale : « Un quinquennat, pour quoi faire ? ». La réponse que nous proposons est claire : Après 5 ans entièrement dédiés au redressement, nous voulons un **NOUVEAU « NOUS » FRANÇAIS**.

Face au désarroi français qui est la marque de la situation, malgré les réussites et les potentialités de la France. Face à une France à plusieurs vitesses qui confine par la persévérance de l'exclusion à une société de castes. Nous voulons un nouveau sentiment d'appartenance, qui mette précisément l'accent sur le collectif et l'inclusif.

Oui, « NOUS ». Ce pronom personnel au pluriel est un parti-pris politique essentiel. Il résume un projet de société qui parle *des* Français, aux Français et *pour* les Français.

Il ne faut pas se tromper de diagnostic. C'est cette absence de « Nous » qui produit la crise d'identité. Dans ce monde ouvert en proie à la révolution de l'immatériel, à la disruption robotique, aux soubresauts identitaires, aux menaces terroristes, à l'interpellation écologique, la France a besoin de se construire un nouveau destin.

La droite propose la révolution conservatrice. Le Front national propose la révolution nationale, les socialistes proposent un nouveau « Nous français ». Nous proposons de construire une société neuve, permettant d'écrire un nouveau chapitre du roman français.

Il s'agit de revendiquer le progrès et de l'actualiser. La cause du progrès reste nôtre, son contenu doit être autre.

Oui, la France a besoin de tous et donc tous doivent pouvoir compter sur la France. Dans ce nouveau monde, dans ce nouveau siècle, il faut un projet clair: **des Français plus autonomes dans une France plus solidaire**. Autonomie et solidarité sont les maîtres mots du nouveau «NOUS» français.

De fait, il faut à la fois renforcer l'autonomie des Français et la solidarité *entre* Français. Renforcer la solidarité pour rendre l'autonomie possible, renforcer l'autonomie pour rendre la solidarité acceptable: l'un ne va pas sans l'autre.

Nous pouvons réussir, si nous faisons le bon choix de société, si nous choisissons le bon projet et si nous rejetons ce qui entrave l'essor français.

Il n'y a pas de majorité politique ni sociale pour une France inégalitaire, autoritaire, centralisatrice, bridant les individus et brisant les initiatives économiques.

Un projet ultra-libéral sur le plan économique et social, ultra-conservateur sur le plan sociétal et ultra-radical sur le plan identitaire débouchera sur une France ultra-fragmentée, qui sera l'antichambre de la victoire frontiste.

Pour repartir de l'avant, nous ne pouvons plus faire comme avant, nous devons mettre l'accent sur le vrai renouveau, pas celui des personnes mais celui des idées.

■ **Pour ce faire, je propose 5 idées fortes et 20 défis à relever :**

- I. Le troisième âge de la décentralisation
- II. Casser les castes en luttant contre le précaire
- III. La République pour tous dans une France sûre
- IV. La France, première puissance écologique, première puissance numérique
- V. Un nouveau patriotisme efficace : le souverainisme européen

I. Le troisième âge de la décentralisation

Tout le monde parle de réformes. Pour y parvenir, il ne manque pas de volonté. Il manque un chemin pour aboutir. Disons le nettement : On ne réforme pas une société centralisée.

La France centralisée passe par des crises aiguës pour se réformer.
La France décentralisée permet de faire ces réformes.

Il faut décentraliser le pilotage de l'économie si on veut piloter la transition du numérique et de l'écologie.

■ Nous proposons :

- ▶ La régionalisation accrue de la politique industrielle
- ▶ De régionaliser le service public de l'emploi
- ▶ La formation professionnelle et la formation à l'apprentissage
- ▶ Des offres d'apprentissage et d'alternance rassemblées sur une plateforme régionale unique

La décentralisation, c'est rapprocher les citoyens des lieux de décisions pour rendre la démocratie vivante, active.

■ Nous proposons :

- ▶ Le non-cumul des mandats dans le temps
- ▶ Le droit d'amendement citoyen

II. Casser les castes en luttant contre le précarariat

Le nouveau «Nous» français ne laisse personne au bord du chemin. Le prochain quinquennat fera donc de la question du précarariat la question centrale.

Nous l'avons dit, la France a besoin de tous les siens pour affronter tous ses défis. Nous voulons une société qui offre à tous les moyens de réussir leur vie, quels que soient leur origine sociale, leur niveau d'étude, leur sexe, leur lieu d'habitation et leur couleur de peau.

Une société articulée autour de compromis sociaux puissants et durables qui donnent de la sécurité aux travailleurs et de la visibilité aux investisseurs. Une société pour tous, qui mise sur l'agilité sans sacrifier l'égalité, une société qui protège mais aussi une société qui libère, qui permet aux individus de se retrouver dans ce qu'ils font.

■ Nous proposons :

- ▶ Un revenu minimum décent
- ▶ Des parcours professionnels sécurisés
- ▶ La production de logements adaptés aux temps de la vie
- ▶ L'offre de services publics adaptés aux rythmes de la vie
- ▶ Un droit au voyage pour les jeunes
- ▶ Un soutien au bénévolat et à la vie associative

III. La République pour tous dans une France sûre

La République ne peut vivre et survivre sans citoyens confiants dans l'avenir, en un sens : sans vrais républicains. La République doit donc protéger tous les siens : des précarités, nous l'avons dit, mais aussi des discriminations et de l'insécurité. Voilà pourquoi nous sommes pour une charte nationale de la laïcité.

La gauche a su faire face au choc terroriste, avec sang froid, sans états d'âme, sans remettre en cause l'état de droit. Elle continuera.

Face à un monde de moins en moins sûr. Face à la nouvelle donne géopolitique : retour de la Russie, isolationnisme de l'Amérique de Donald Trump, montée du terrorisme.

Alors que la France se trouve confrontée à un défi lourd et durable, les conditions requises par la loi pour rétablir la conscription semblent pour la première fois depuis 20 ans réunies. En effet, les moyens disponibles pour assurer la protection optimale des citoyens s'avèrent notablement insuffisants, tandis que les armées peinent à dégager des effectifs pour participer aux missions de sécurité intérieure.

Nous proposons donc une véritable garde nationale par le rétablissement de la conscription.

IV. La France, première puissance écologique, première puissance numérique

Nous continuerons de tout mettre en œuvre pour inspirer le monde, pour être en pointe dans le développement d'une croissance verte, créatrice d'emplois et préservatrice de notre bien commun.

Cela passe par le choix de l'économie circulaire, par le soutien sans failles à l'agro-écologie, par la réalisation des objectifs inscrits dans la loi de transition énergétique votée en juillet 2015 : porter à 32% la production d'énergies renouvelables en 2030. Et puis faire en sorte d'atteindre 40% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité en 2030.

Nous défendons une économie ouverte et verte, une approche qui ne sépare pas crises écologiques et crises sociales et qui luttent donc aussi contre les inégalités face aux pollutions de l'air et dans l'accès aux ressources naturelles. Cela veut dire s'engager pour que le succès de la Conférence de Paris soit réellement mondial donc durable.

Il n'y aura plus d'abaissement de cotisation pour les entreprises qui ne sera pas subordonnée à l'investissement dans la croissance verte ou dans le numérique.

■ **Nous proposons :**

- ▶ Un programme d'investissement université-recherche
- ▶ De grands travaux de rénovation thermique et de modernisation des infrastructures de réseaux (rail, énergies, eau, très haut débit)
- ▶ La culture du numérique diffusée dans toutes les entreprises

V. Pour un nouveau patriotisme : Le souverainisme européen

Dans un monde apolaire, l'Europe ne peut pas être amorphe. Le nouveau « Nous » français est aussi un nouveau « Nous » européen.

Recommencer l'Europe, c'est notre objectif. Nous savons qu'une monnaie commune ne sert à rien et nous dessert même s'il n'y a pas de politique macroéconomique commune, s'il n'y a pas d'homogénéisation des économies sur les plans budgétaire, fiscal et social.

L'Europe doit être en mesure de défendre ses valeurs, ses frontières et ses intérêts. Il faut commencer par un pacte pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux. C'est tout l'enjeu de cette période : comment redonner de la puissance à l'Europe à l'heure des états-continent. Il faut donc réformer Schengen, un pacte de sécurité européen contre le terrorisme, promouvoir les normes de précautions sociales et écologiques dans les négociations commerciales et faire de l'Europe un acteur stratégique fort et indépendant.

Nous voulons donc une Europe différenciée pour pouvoir avancer et lancer un véritable programme d'investissement européen. Une zone euro dotée d'un gouvernement et d'un Parlement. Une Europe indépendante aussi qui défend le multilatéralisme et refuse ET l'alignement sur la politique du fait accompli en Ukraine ou ailleurs ET la subordination au nom du libre échange à des normes qui ne sont pas les nôtres.

■ **Nous voulons donc 5 principes pour une nouvelle doctrine du commerce international :**

- ▶ Exclusion des services publics
- ▶ Respect des préférences en matière sociale, environnementale et sanitaire
- ▶ Le refus de la coopération réglementaire qui limite le droit à l'autodétermination des démocraties
- ▶ L'instauration d'une Cour internationale permanente pour traiter des conflits liés à l'investissement
- ▶ Inclusion des questions fiscales dans les accords

Nous pensons qu'il n'y a pas de juste échange sans la transparence des négociations.

Voilà, notre France à venir, notre France avenir sera décentralisée, inclusive, sûre, verte et européenne. Une France capable de servir et de rassembler tous les siens autour d'un nouveau sentiment d'appartenance, sur un chemin d'espérance.

Voilà les valeurs et les actions que le Parti socialiste veut défendre et incarner.

Voilà, ce que notre prochain candidat devra porter s'il veut l'emporter.

Voilà pourquoi nous voulons d'abord répondre à la demande de sens. Voilà pourquoi nous voulons nous concentrer sur le fond plutôt que sur la forme, pourquoi nous préférons le sens au sensationnel.

Car au final, si l'on veut résumer l'enjeu de l'élection Présidentielle, on doit le dire : ce qui est en jeu, c'est le sens de la France.



Emmanuel Macron



Guillaume Bachelay

Secrétaire national
chargé de l'animation,
de l'expression et de
la coordination des pôles

Ce «Cahier des Cahiers» est le résultat d'un an de travail collectif. Il jette les bases d'un nouveau quinquennat de la gauche en éclairant les enjeux du futur et en affirmant la cause du progrès pour reprendre en main, dans un monde connecté et chaotique, notre destin collectif.

Pour le rendez-vous démocratique de 2017, nous formulons des réponses qui sont d'abord des repères.

Notre époque confuse a moins besoin de bruit que de sens. Telle est l'aspiration profonde des Français : que les responsables politiques apportent une explication du monde et, pour le transformer, qu'ils indiquent une direction.

Une *explication* : pour agir, il faut comprendre notre temps. Depuis l'entrée dans le nouveau siècle, nous ne vivons pas une crise, mais des crises, plurielles et conjointes. Elles se nourrissent, elles se réfractent, faces émergées d'un changement de monde dont il faut retrouver le fil pour en infléchir le cours.

Une *direction* car notre monde, instable, désorganisé, est tenté par le mirage de la «post-vérité». Les campagnes du *Brexit* et de l'élection américaine en ont livré un inquiétant témoignage : quand le réel ne se donne pas à lire aisément, la prime peut revenir à ceux qui proposent un chemin qui ne s'encombre pas de la complexité des faits. Harassées par le présent, les sociétés démocratiques courent le risque d'être terrassées par lui. Incapables de dessiner une voie pour l'avenir, certains prônent un «retour au passé» : même mythifié, même congelé, disent-ils, celui-ci n'a-t-il pas la saveur du connu ? Faire sens plutôt que faire peur, c'est refuser que l'agenda soit dicté par les nationaux-populistes, que la démocratie soit abimée par la démagogie, que le peuple soit confondu avec la foule. Voilà pourquoi, pour nous, femmes et hommes de gauche, le progrès reste l'idée motrice et émancipatrice à condition d'en actualiser et même d'en réinventer à bien des égards le contenu.

Cinq mutations changent la face du monde.

La première est **climatique**. En Arctique, à l'approche de l'hiver, il fait 20°C de trop. À zéro degré, l'actuelle température, la banquise s'évanouit. D'ici dix ans, elle pourrait disparaître l'été et se reformer avec difficulté l'hiver. Le réchauffement est un danger maintenant. Si rien n'est fait, ses impacts seront massifs sur le littoral, l'accès à l'eau, le défi alimentaire mondial, la propagation des épidémies, l'extension de la sécheresse. Pourtant, des représentants d'intérêts et des lobbies, parfois des politiques, nient l'existence même du danger.

Une autre mutation mêle **technologie et économie**. En un quart de siècle, la France a perdu 1,4 millions d'emplois industriels. En raison d'abord des gains de productivité accumulés avec la révolution de l'immatériel: automatisation, robotisation, numérisation ont changé nos manières de vivre et de produire. L'intensification des échanges commerciaux sur la planète en a accentué l'effet: en dix ans, la Chine est devenue la première puissance économique mondiale – elle était sixième en 2004. Avec la globalisation, des pays et des peuples sont sortis de l'extrême pauvreté: elle frappe moins de 10% de la population mondiale, contre 30% en 1990. C'est une avancée considérable à l'échelle de l'histoire humaine. Reste que si le monde s'est enrichi, tout le monde ne s'est pas enrichi: dans les pays les plus avancés, des personnes, des familles, des territoires, sont fragilisés. La fragmentation des chaînes de valeur a favorisé les délocalisations. Les inégalités se sont accentuées – seuls de rares îlots sur la planète, dont la France ces dernières années, parviennent à les contenir et même à les faire reculer. De leur côté, les nouveaux acteurs du capitalisme financier et digital ne s'embarrassent pas de savoir de quelle façon, dans chaque pays, l'éducation, la santé, l'innovation seront financés. En témoignent leurs stratégies d'évasion fiscale, affaiblissant les Etats et le financement de la protection sociale: en Europe, 1 000 milliards d'euros manquent chaque année. Toutes les promesses de la mondialisation sont loin d'avoir été tenues.

Décisive aussi, la mutation du **monde du travail et l'activité**. En vingt ans, nos métiers ont été reconfigurés. Avec l'automatisation, les tâches les plus pénibles ont diminué. Le travail s'est recentré sur les compétences sociales et créatives. Mieux formés, les travailleurs sont devenus plus mobiles : les carrières professionnelles sont plus évolutives, plus discontinues aussi. Mais nouveaux emplois et nouvelles attentes à l'égard du travail n'ont pas entièrement compensé la destruction d'emplois occasionnée par la révolution de l'immatériel. Un précaire a émergé : 12% de la population active est en CDD ou en intérim tandis qu'une partie des travailleurs indépendants vit dans une situation de grande vulnérabilité. Même les statuts ou les situations stables sont déstabilisés. Dans le monde d'aujourd'hui, chômage, *burn out* et *bore out* sont les faces d'une même réalité. Nous plaçons ces enjeux au cœur de notre projet, à rebours de ceux qui, à droite, affirment que les plus vulnérables sont responsables de leur vulnérabilité et rebaptisent la solidarité du mot d'« assistanat ». Faut-il que ceux-là, libéraux-conservateurs, n'aient jamais perçu ni vécu l'incertitude, la vie invivable, dans laquelle enferme la précarité.

La quatrième mutation réside dans **l'affirmation de l'individu**. C'était, c'est encore, l'ambition originelle du socialisme. Chacun partage désormais l'aspiration à se réaliser en tant que personne. C'est l'Etat social, par les luttes et les lois qui l'ont forgé, qui a rendu possible ce progrès. Les politiques d'émancipation, de protection et de démarchandisation du monde ont libéré du temps pour se former, se cultiver, s'engager. Cette évolution n'est pas achevée : la possibilité de se réaliser, s'accomplir, s'épanouir, est loin d'être égale pour tous. Du chemin reste à parcourir vers l'égalité réelle. Reste que l'avènement de l'individu pose un nouveau défi : quand le chacun s'affirme et le distinct s'exprime, comment bâtir du commun ? Pour les libéraux, la question est secondaire : le marché suffit seul à répondre aux aspirations individuelles, qu'ils confondent avec l'individualisme – au prix d'une société éclatée et d'une solidarité démantelée. C'est pourquoi ils sont aussi conservateurs : l'ordre social du passé, la référence à la tradition sont à leurs yeux le moyen d'unifier une société inégalitaire par définition. Ils dressent ici un pont avec la rive national-populiste, qui prétend bâtir du commun par l'exclusion, autour d'un « nous » barricadé et ethnicisé.

La dernière mutation concerne **la défense et la sécurité**. Vingt-cinq ans après la dislocation de l'Union soviétique, aucun État n'aspire ni ne peut prétendre assurer à lui seul le leadership mondial. La fin de l'Histoire n'a pas eu lieu, le triomphe de la démocratie de marché non plus. Les émergents ont émergé et l'Occident fait l'expérience du décentrement du monde. Il ne le comprend pas, il en a peur, il est tenté par le repli. L'Europe, avec l'émergence du terrorisme djihadiste qui l'a frappée et la multiplication des conflits à ses frontières, a redécouvert la géopolitique qu'elle avait longtemps cherché à ignorer, confiant sa destinée et sa sécurité au *soft power*, au doux commerce et aux États-Unis, ne menant sa politique de relations extérieures que par le biais d'une politique de « voisinage » ignorante des rapports de force. Alors que l'allié américain a amorcé une phase isolationniste, que la nouvelle administration pourrait vouloir radicale, l'Europe doit s'affirmer comme puissance, avec des valeurs à revendiquer et des intérêts à protéger.

Face à ces mutations qui se sont enclenchées bien avant 2012, au cours du quinquennat, nous avons fait des choix pour la France, pour l'Europe, pour le monde.

Nous avons **redressé et modernisé notre économie**, en décrochage après une décennie de gestion de droite, pour garantir la souveraineté et pérenniser le modèle social. Notre politique a demandé des efforts collectifs à l'entame de la mandature et exigé des décisions courageuses. Elle porte aujourd'hui ses fruits. Les entreprises françaises ont de nouveau les moyens d'investir. La Banque publique d'investissement est essentielle au développement des PME et des ETI. En un an, l'économie française a créé 145 000 emplois dans le secteur marchand. Du jamais vu depuis 2008.

Nous avons **assaini les comptes de la nation** pour éviter qu'elle soit à la merci des spéculateurs. Faut-il rappeler que début 2012, le pays avait perdu son triple A, que son déficit public filait vers les 5,2 % et qu'en Europe, la France était sous la menace de sanctions ? Le déficit sera limité à 3 % en 2017, alors même que nos priorités ont été financées. De même, si nous avons réduit le déficit abyssal de la Sécurité sociale en cinq ans, c'est pour **assurer le présent et l'avenir de la protection sociale** et étendre les droits. 95 % des

Français sont couverts par une complémentaire santé. Aucun acte médical ni médicament n'a été déremboursé. Les minima sociaux ont progressé de 10%. La politique familiale a été rendue plus juste et adaptée aux nouvelles façons de faire famille. Les familles monoparentales, par exemple, sont mieux protégées grâce à la garantie pour les impayés de pension alimentaire.

Nous avons contribué à **relancer l'Europe**. En agissant pour résoudre la crise grecque, le Président de la République a évité l'éclatement de la zone euro, dont la probabilité s'était accrue au fil de la crise des dettes souveraines et dont les effets auraient été dévastateurs pour l'économie et la construction européennes. En œuvrant pour la création de l'Union bancaire, nous avons protégé les épargnants des folies et de l'instabilité des marchés. En obtenant la création d'un plan d'investissement continental – le plan Juncker – et en plaçant pour une nouvelle doctrine de la Banque centrale européenne, mise en œuvre par Mario Draghi, son gouverneur, nous, socialistes, avons commencé à réorienter l'Union et à la protéger des périls. Cette année, la Commission a proposé le doublement du plan d'investissement. Elle s'est aussi engagée dans la lutte contre le dumping fiscal en utilisant à cette fin sa politique de la concurrence et en proposant une assiette commune d'impôt sur les sociétés. Pour le commerce, nous avons toujours plaidé pour une réciprocité des échanges et des lignes rouges, et d'abord pour l'exception culturelle et la préservation de notre modèle agricole. Nous avons demandé et obtenu la suspension des négociations sur le TAFTA. La France, qui s'est redressée, a retrouvé une voix en Europe.

Dans le monde, notre pays s'est affirmé comme **une puissance d'influence**. Face à la déstabilisation russe en Ukraine, avec l'Allemagne notamment, nous avons pris part à la conclusion des accords de Minsk et imposé des sanctions commerciales à la Russie. Face à la menace terroriste au Mali, au spectre de la guerre civile en Centrafrique, au programme nucléaire iranien qui menaçait d'ajouter de l'instabilité dans un Proche Orient qui n'en manque pas, face au tyran Al-Assad en Syrie et face à Daech, cette organisation de mort, au Levant, la France a assumé ses responsabilités dans le respect du droit international. Elle contribue à assurer la sécurité des Européens, de ses ressortissants et de ses citoyens. Quant à la lutte contre le réchauffement climatique, notre

pays et sa diplomatie ont été la cheville ouvrière de la COP21, qui a abouti à un accord sans précédent dans l'histoire, ratifié par une majorité de pays en moins d'un an. En engageant au plan intérieur la transition énergétique, nous avons donné une réalité concrète à nos engagements.

Ces avancées et d'autres, nous les recensons dans ce *Cahier de la présidentielle*. Nous disons que beaucoup a été fait et ne taisons pas certains résultats encore contrastés : la politique a besoin de cohérence et de constance pour produire des résultats. **Pour le futur, trois visions de la société et du monde se présentent aux Français** : du choix qu'ils accompliront en 2017 dépendra l'avenir de la France pour cinq ans et peut-être davantage.

Il y a ***l'impasse national-populiste*** qui a le repli pour moteur et le rejet pour méthode. Le repli, par la sortie de l'Europe et de l'euro ; le rejet par une politique ségréguée. Ce que l'extrême droite propose, c'est l'affaiblissement de la souveraineté nationale. Une France hors du monde serait une France sans voix. Une France sans le monde appauvrirait ses citoyens les plus modestes, ceux-là mêmes que le Front national prétend vouloir protéger : sortir de l'euro renchérirait le coût de la dette, donc alourdirait celui des importations et des prix à la consommation, et affaiblirait le niveau des salaires et des pensions. Ce serait autant de pouvoir d'achat en moins pour les classes moyennes et les ménages modestes. Sortir de l'Europe, restaurer des barrières douanières aux frontières de l'Hexagone, déclencherait les représailles de nos partenaires commerciaux, proches ou lointains, ce qui détruirait notre tissu de petites et moyennes entreprises. Ce serait faire le jeu, en revanche, des multinationales du CAC 40 qui profiteraient d'un nouveau franc qui ne vaudrait plus tripette et placer notre avenir économique ainsi que la protection sociale entre les mains des marchés. Faire des immigrés et des descendants d'immigrés des Français de second rang serait renier nos valeurs et affaiblirait aussi notre cohésion sociale. Avec l'extrême droite, la sortie de l'Histoire serait une sortie de route.

La régression libérale-conservatrice promise par la droite est une autre option. Après s'être dotée d'un programme commun inégalitaire et autoritaire, elle s'est choisie le plus ultra pour candidat.

Ultra-libéral, ultra-conservateur, François Fillon est prêt à entrer dans le nouveau siècle mais seulement avec et pour les plus aisés : ils seraient assurés de sa bienveillance grâce à la suppression de l'impôt sur la fortune ou à la baisse de la fiscalité sur le patrimoine. Les plus riches vieilliraient en bonne santé, puisqu'ils pourraient souscrire à une assurance privée et à une retraite par capitalisation que le candidat de la droite prévoit d'instaurer. Pour quelques-uns, il y aurait des bénéficiaires et pour tous les autres, des sacrifices : fin des 35 heures, âge légal de la retraite à 65 ans – donc retraite à taux plein plus tardive encore pour beaucoup –, dégressivité des allocations-chômage, amoindrissement des droits syndicaux, fin de la protection contre les licenciements abusifs, annulation du principe de précaution, suppression d'un demi-million d'emplois dans la fonction publique. Pour tenir cette société inégalitaire, l'ordre traditionnel et le contrôle social feraient le reste. Ce projet d'affrontement est en contradiction avec la République sociale qui fait la France.

Face au programme punitif de la droite, les socialistes proposent un projet positif: la République innovante, sociale, écologique, fraternelle. Dans ces pages, nous en définissons les contours et le contenu.

La gauche est l'avenir de la France, car elle seule permet de conjuguer progrès économique et progrès social, de mettre l'un au service de l'autre.

La gauche est l'avenir de l'Europe, car elle seule peut agir pour que l'Europe progresse et protège.

La gauche est l'avenir du monde car face aux soubresauts identitaires et au tout-marché, elle seule porte l'exigence de règles dans une mondialisation qui en manque cruellement.

C'est un projet de société qui est ici proposé. Parce que par leur vote au printemps prochain, c'est un choix de société que les Français vont accomplir.



À l'âge digital et écologique, METTRE EN ŒUVRE UN NOUVEL INTERVENTIONNISME

■ Le changement de civilisation

Depuis l'entrée dans le nouveau siècle, nous ne vivons pas une crise, mais plusieurs et conjointes : crise financière, économique, sociale, géopolitique se succèdent et se conjuguent. Toute crise est un symptôme. Celles d'aujourd'hui sont la face émergée d'un changement de monde. Il nous faut en retrouver le fil si nous voulons en infléchir le cours.

La mondialisation s'est imposée comme une promesse. C'était il y a 25 ans, après l'effondrement du glacis soviétique. Elle devait créer davantage de richesses et profiter à tous, pays et peuples. En s'intensifiant, les échanges commerciaux ont quadruplé en valeur en l'espace de deux décennies. Avec le progrès technique, en particulier la robotisation et le numérique, ils ont permis l'émergence d'une classe moyenne dans de nombreux pays comme le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Indonésie, d'autres encore. En même temps, l'extrême pauvreté a été réduite : elle est passée de 30 % à 10 % de la population de la planète. C'est une avancée remarquable à l'échelle de l'histoire. En Europe et en France, les économies se sont transformées à grande vitesse : ouverture et révolution de l'immatériel ont favorisé l'émergence de nouveaux métiers, notamment dans les services, et transformé les modes d'organisation du travail, en diminuant les tâches automatisables pour les recentrer sur les compétences sociales et créatives. Ces mutations économiques et technologiques continuent de susciter des opportunités dont la génération qui vient, forte d'expériences et de savoirs nouveaux, est déjà en mesure de se saisir.

Mais la mondialisation n'a pas tenu toutes ses promesses. Pour gagner de nouvelles parts de marché et faire face à une concurrence accrue, les chaînes de valeur ont été fragmentées. Les rapports de force entre grandes régions du monde et en leur sein se sont reconfigurés. En France, la création d'emplois permise par la réorientation de l'activité des entreprises n'a pas compensé la destruction d'emplois dans l'industrie produite par les gains de productivité, l'externalisation et les délocalisations. En un quart de siècle, la France a perdu 1,4 millions d'emplois industriels. Entre les territoires,



les divergences se sont accentuées. Quand les métropoles, mieux connectées, ont tiré leur épingle du jeu, certains territoires, déjà fragilisés, ont décroché. Leurs habitants vivent aujourd'hui avec le sentiment d'être relégués. Si la France, parmi les Nations, peut s'enorgueillir d'avoir contenu l'accroissement des inégalités – les gouvernements socialistes y ont œuvré – elle demeure exposée au mouvement, partagé par les pays les plus avancés, de concentration des richesses entre les mains des plus aisés. Dans le monde globalisé, de nouveaux acteurs s'affirment : ceux du capitalisme digital international. La valeur boursière de certains dépasse la richesse produite chaque année par des pays entiers. Ces acteurs affaiblissent le financement de l'État social par leurs stratégies agressives d'évasion fiscale qui privent par exemple chaque année l'Europe de 1 000 milliards d'euros de recettes. Ils développent leur projet de société en dehors de tout contrôle démocratique.

Dans ce monde nouveau, où l'Occident n'est plus le centre du monde, pour la première fois depuis sept siècles, la France craint depuis de longues années de perdre sa place.

Si nous n'avions pas, après l'alternance de 2012, agi pour stopper le déclin du pays, le décrochage était assuré. Lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, notre appareil productif s'enfonçait dans l'obsolescence, le commerce extérieur accusait un déficit de 75 milliards d'euros, le déficit public de la nation dépassait les 5%, faute de stratégie industrielle offensive et de politique économique cohérente. La droite, en privilégiant la rente au détriment de l'investissement productif, avait laissé une ardoise de 600 milliards d'euros de dette en héritage, laissé une industrie en lambeaux et gravement affaibli l'État social. La France avait perdu en puissance et en crédibilité, en Europe et dans le monde.

Dans ce monde nouveau, la France a peur de devoir renoncer à elle-même.

Nos concitoyens, qui ont la passion de l'égalité et de l'émancipation, redoutent que ceux qui tirent profit de la mondialisation abandonnent ceux qui en sont les victimes. Notre pays, qui a fait de l'État une puissance pour le développement économique et la transformation sociale, s'inquiète d'avoir à renoncer à cette ambition sous le coup de la concurrence globalisée. La France revendique une singularité que lui confèrent ses valeurs, son histoire, ses savoir-faire, sa culture et sa qualité de vie. Comment imprimer sa marque dans un monde gagné par le commerce de l'uniformité et la société de marché ?

Dans ce monde nouveau, la France n'est pourtant pas le problème : avec ses atouts, ils sont si nombreux, elle est la solution.

Serait-elle sinon le pays d'Europe au taux de

croissance le plus élevé dans le domaine des hautes technologies, l'une des destinations au monde les plus prisées pour les investissements directs étrangers, la première pour le tourisme? **Nous pouvons réindustrialiser notre pays par la montée en gamme et par l'innovation, pour recréer des emplois, redistribuer des richesses, assurer un nouvel équilibre territorial ainsi que notre rayonnement, garantie de notre indépendance.** Face à ce changement de monde que constitue notre époque, les socialistes veulent que la France soit la nation référence de la nouvelle révolution technologique, écologique productive, éducative.

Un bouleversement majeur nous conforte résolument dans ce choix : le changement climatique. La réduction de 40% des émissions de gaz à effets de serre d'ici à 2030 est indispensable pour maintenir le réchauffement de la planète sous les 1,5°C, comme nous nous y sommes engagés en présidant avec succès la COP21. Couplé à la mutation numérique, l'impératif écologique est une immense opportunité pour relocaliser la chaîne de valeur. Les imprimantes 3D pourraient en particulier développer l'approvisionnement de proximité, la personnalisation des biens et le travail de maintenance, plutôt que l'obsolescence programmée, désormais interdite. L'augmentation prévisible du coût des transports, sous l'effet notamment de la taxe carbone et de la hausse à venir du prix de l'énergie, le favorisera. Le réchauffement climatique oblige également à engager de nouveaux chantiers, comme la rénovation thermique des logements et des bâtiments publics, le développement des énergies renouvelables et il invite à privilégier l'agro-écologie, qui bénéficie autant au paysan qu'au consommateur.

Sans un État stratège pour rassembler producteurs, territoires et travailleurs vers un même horizon, ce tournant ne peut être engagé. Or, cette tradition est précisément ancrée dans le modèle français. C'est une force pour le futur que les libéraux ont grand tort de contester ou de vouloir démanteler. **À l'âge digital et écologique, un nouvel interventionnisme est d'intérêt général.** Il est l'affaire d'une décennie. C'est en 2012 qu'il a commencé.

■ Comment nous avons fait face aux défis et redressé la Maison France

Pour engager cette transformation, il nous a d'abord fallu reconstruire puis impulser.

Nous avons redressé la compétitivité de notre économie en redonnant aux entreprises les capacités nécessaires pour qu'elles investissent dans le renouvellement de leur appareil productif, qui accusait en moyenne dix ans de plus que celui de l'Allemagne. Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte de responsabilité ont permis aux entreprises d'atteindre un taux de marge de 39% en 2015, son plus haut niveau depuis 1980. Le suramortissement pour les équipements robotiques a permis d'engager l'automatisation. Enfin, sans la Banque publique d'investissement, premier des soixante engagements de François Hollande, il n'y aurait plus de capital risque en France et notre tissu d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) serait grandement affaibli. La création de

BpiFrance dès 2012, succès unanimement salué, a amplement contribué à financer le développement et l'innovation dans les PME. Les résultats sont encore contrastés, mais l'économie française est d'ores et déjà plus attractive, elle crée de nouveau des emplois, et les biens produits en France s'exportent mieux.

Nous avons restauré notre souveraineté face aux marchés en rétablissant les comptes publics, tout en finançant nos priorités. Notre déficit sera réduit à 3% en 2017, alors qu'il allait vers les 5,2% en 2012. Face aux stratégies d'évasion fiscale des multinationales, nous avons été à l'avant-garde : l'obligation d'un reporting pays par pays de leurs bénéfices est déjà inscrit dans la loi sur la transparence de la vie économique, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique.

Nous avons refondé l'État stricte pour réindustrialiser la France, organiser les filières, stimuler l'innovation. C'est la vocation du programme «industrie du futur», centré sur les grandes priorités, comme la digitalisation des chaînes de valeur, l'automatisation, ou les matériaux composites. La *French Tech*, mise en place en 2013, a accompagné l'écosystème numérique en France pour le rendre visible et lisible, financé des accélérateurs et développé leur expansion à l'international. Comme actionnaire, l'État a adopté une nouvelle doctrine, en soutenant les investisseurs patients et en consolidant les entreprises stratégiques, au plan énergétique notamment. Comme investisseur, il a choisi de conforter et de réorienter les programmes d'investissement d'avenir sur cinq priorités : enseignement supérieur, recherche, filières industrielles et PME, développement durable et numérique.

Nous avons engagé la transition énergétique et écologique. La production d'énergies renouvelables constitue désormais une priorité nationale : un objectif de 32% à l'horizon 2030 a été fixé. La programmation pluriannuelle de l'énergie a défini les moyens nécessaires à cette ambition, en prévoyant notamment une diminution de 22% du recours aux énergies fossiles. Le coût du carbone est mieux pris en compte : la composante carbone de la contribution climat-énergie devra atteindre 56 € la tonne en 2020, contre 14,5 € cinq ans plus tôt. L'économie circulaire, qui privilégie le réemploi et le recyclage au déchet, est mieux soutenue, grâce à l'interdiction, par exemple, des sacs plastiques à usage unique, ou à la systématisation du tri à la source des biodéchets d'ici 2025. Le préjudice écologique est reconnu dans la loi et l'Agence Française pour la Biodiversité créée pour accompagner notamment le développement des filières de l'économie verte. Enfin, nous avons réorienté progressivement notre modèle agroalimentaire vers l'agro-écologie, avec la loi d'avenir de l'agriculture.

■ 2017 : l'impasse nationale populiste, la régression libérale-conservatrice ou le chemin social-écologique

Alors que le redressement a été accompli et la transformation impulsée, trois visions qui déterminent trois projets se présentent aux Français.

La régression libérale-autoritaire. Pour François Fillon, il n'y a qu'un credo: le laisser-faire; qu'un levier: les coupes budgétaires et la casse des services publics; qu'une méthode: le passage en force contre le Parlement, les territoires et les partenaires sociaux. 100 milliards de baisse de la dépense publique sont prévues par le candidat de la droite. 50 milliards d'euros de baisses d'impôts et de cotisations sociales sont annoncées. Toujours convaincu que plus les riches sont riches moins les pauvres seront pauvres, il fait de la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune, de la baisse de la fiscalité sur le patrimoine et sur les entreprises sa seule stratégie économique. Pour financer ces cadeaux aux plus fortunés, la TVA sera augmentée de 2,5 points. Quant au marché du travail, il est à flexibiliser. Ainsi, un chef d'entreprise pourra licencier sur seul motif de réorganisation de l'entreprise. Aucune règle nationale ne sera fixée au temps de travail, sinon la limite européenne des 48 heures. Pour la France, c'est un retour à 1919.

La droite n'a pas pris la mesure des transformations profondes de l'économie. Pour assurer la transition écologique et énergétique, elle laisse faire le marché – autant dire ne jamais l'engager – tout en supprimant le principe de précaution, pourtant inscrit par elle dans la Constitution sous la présidence de Jacques Chirac. Elle refuse également de répondre à la demande légitime de protection qu'appellent les transformations technologiques en général et le numérique en particulier. Dans le programme le plus inégalitaire qu'elle ait jamais porté, elle fait le choix du renoncement à ce qu'est la France au nom de ce qu'est le libéralisme.

L'impasse nationaliste. L'extrême-droite, quant à elle, est un renoncement à l'avenir: en proposant le repli et la nostalgie, en promettant la sortie de l'euro, elle ne parle pas d'une France forte mais seule. Ce n'est pas en sortant du monde qu'on méprise la mondialisation. En revanche c'est en voulant l'isolement et l'affrontement que le Front national appauvrirait ceux qu'il prétend défendre: en sortant de l'Europe et de l'euro, il ruinerait les PME dont l'activité dépend en partie d'importations qui seront plus chères, et renchérirait le coût de la dette. En érigeant des barrières douanières, il s'attirerait des mesures de rétorsion des pays « punis », ce qui freinerait les exportations. Des prix plus élevés représenteraient autant de pouvoir d'achat en moins pour les ménages, les salariés, les retraités.

Le chemin c'est la République social-écologique, pour une économie et une société de la qualité. Après avoir assaini les comptes, redressé la compétitivité des entreprises pour faire reculer le chômage préservé et développé le modèle social, nous voulons amplifier l'action pour faire progresser la France et protéger les Français, bâtir une France innovante, éducative, solidaire, écologique, fraternelle.

■ La gauche est l'avenir de la France

Nous plaçons pour que la puissance publique adopte l'innovation pour stratégie et engage résolument la société dans la transition écologique. L'investissement de long terme sera son moyen d'action pour réorganiser les moyens de production. Pour que cette transformation soit mise au service de l'égalité, de l'émancipation et de la qualité, nous préconisons de revoir notre conception du travail : son organisation scientifique, portée par le taylorisme et le fordisme, doit être repensée à l'aune des mutations technologiques mais aussi des aspirations des personnes et des attentes collectives. Les travailleurs attendent de l'autonomie et de la reconnaissance : c'est à cette condition que notre économie pourra rivaliser en qualité et en créativité, qu'elle fera la course en tête dans la compétition internationale, qu'elle conjuguera croissance durable et investissement. Les travailleurs attendent que leur métier ait du sens : c'est pourquoi l'économie des besoins est un champ à explorer et à privilégier.

L'innovation pour stratégie, l'écologie comme opportunité

DÉFI 1 UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT UNIVERSITÉ-RECHERCHE

La place qu'une nation accorde à la qualité et à l'innovation se juge entre autres à la lumière des moyens qu'elle consacre à l'université et à la recherche publique. 1,5% de notre PIB sont consacrés à l'enseignement supérieur, contre 3% aux États-Unis et 4% dans les pays d'Europe du Nord. Nous plaçons pour atteindre 2% du PIB d'ici la fin de la prochaine législature : cet effort est nécessaire à la fois pour faire progresser la recherche, revaloriser les carrières des enseignants-chercheurs et atteindre le seuil de 60% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur en 2025.

Pour donner aux chercheurs une nouvelle place dans la vie économique et créative de la France, nous plaçons pour que le crédit impôt recherche prenne en compte l'embauche de chercheurs et que la haute fonction publique soit davantage ouverte aux titulaires d'un doctorat.

Cette politique s'adosse à **la stratégie «industrie du futur» que nous voulons conforter**, en la déployant sur l'ensemble du territoire : l'industrie est en effet aujourd'hui la première source d'innovation – elle totalise 80% de la R&D privée – et représente les trois quarts des exportations françaises.



► VOIR CAHIERS 1 et 2

DÉFI 2 LA CULTURE DU NUMÉRIQUE DIFFUSÉE DANS TOUTES LES ENTREPRISES

La France est aujourd'hui la première *Start up Nation* d'Europe. Pourtant, le numérique et l'automatisation ne sont pas assez diffusés dans les entreprises : notre pays est aujourd'hui deux fois moins robotisé que l'Allemagne et la digitalisation de la chaîne de valeur reste encore faible. Selon le Conseil d'Orientation des Retraites, ce retard explique pour partie le décrochage de la productivité horaire française, pourtant l'une des meilleures au monde, au regard de celle des États-Unis. Nous avons heureusement mis en place des financements pour engager cette transformation. Mais l'équipement ne suffit pas : c'est aussi une affaire de culture d'entreprise et d'acceptabilité sociale, que l'État a la responsabilité d'impulser.

Cette mutation pourra reposer à la fois sur la mobilisation du réseau de Bpifrance, sur la relation entre donneurs d'ordre et sous-traitants, sur la valorisation du travail collaboratif et sur **une digitalisation plus grande de la formation initiale et continue.**

Cette politique s'adossera à une mise en réseau des PME sur un même bassin d'emploi, pour favoriser l'exploration de nouveaux marchés et sur un soutien plus affirmé aux regroupements d'employeurs, qui seront des acteurs précieux de la diffusion de nouvelles pratiques dans les TPE.

Dans ce cadre, le soutien à la lutte contre la cyber-criminalité pour protéger les données et les savoir-faire pourra être renforcé. Il s'accompagnera d'un engagement fort de la France en Europe pour une **meilleure régulation du capitalisme digital international** : quelques entreprises en situation de monopole s'approprient aujourd'hui la valeur ajoutée créée par d'autres acteurs et rendent impossible la création de champions européens du digital. Nous plaidons notamment pour que la neutralité du moteur de recherche soit garantie.

Par ces moyens, l'économie française pourra monter en gamme, relocaliser la chaîne de valeur et créer des emplois de qualité. À titre d'exemple, les secteurs de la santé, de l'accompagnement du vieillissement et de la maîtrise des dépenses énergétiques représentent de nouveaux champs de développement, bien au-delà du seul secteur industriel, encore partiellement explorés.



► VOIR CAHIERS 1, 2, 3 et 4

DÉFI 3

DE GRANDS TRAVAUX DE RÉNOVATION THERMIQUE ET DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX (rail, énergie, eau, très-haut-débit)

Pour que cette stratégie de réindustrialisation et de digitalisation bénéficie à tous les territoires, nous plaçons pour qu'un programme massif d'investissements de régénération et de construction des infrastructures de réseaux soit engagé au cours de la prochaine mandature. Ainsi, il importe que le plan France Très Haut Débit, initié au cours de ce quinquennat soit intégralement réalisé. La relocalisation de la chaîne de valeur implique également des réseaux de transports performants, en particulier ceux du quotidien. Or nous vivons aujourd'hui dans une France où il est plus aisé d'aller de Montluçon à Porto que de Montluçon à Paris. **Nous préconisons donc d'investir dans le réseau ferré de proximité** qui bénéficiera à la fois au transport de fret et de passagers tout en répondant à nos engagements écologiques. Nous proposons aussi de mettre en œuvre un **plan national pour les infrastructures de l'éco-mobilité** pour déployer la technologie des véhicules propres, aujourd'hui arrivée à maturité. **Nous poursuivrons l'investissement dans les énergies renouvelables** pour rééquilibrer notre mix énergétique, comme nous l'avons inscrit dans la programmation pluriannuelle de l'énergie, ce qui supposera aussi de financer la rénovation des réseaux d'électricité. Cette politique d'investissement écologique serait incomplète sans **un programme de rénovation énergétique des bâtiments publics**. Le parc privé pourra, quant à lui, bénéficier du crédit d'impôt transition énergétique que nous entendons pérenniser. Enfin, nous préconisons d'engager un **plan national pour la croissance bleue**, en soutenant en particulier les infrastructures portuaires et le développement de l'intermodalité : la France doit pouvoir tirer davantage parti des 11 millions de km² de son espace maritime, le deuxième au monde après celui des États-Unis.



► VOIR CAHIERS 1 et 4

L'investissement de long terme pour monter en gamme

Pour mettre en œuvre ces priorités, la France devra poursuivre l'effort d'investissement initié depuis 2012. La mobilisation du public et du privé sera indispensable. Sans encouragement spécifique à l'investissement de long terme, aucune montée en gamme ne sera possible. C'est le moyen que nous privilégierons, à l'image de ce qu'a permis la loi visant à reconquérir l'économie réelle. **Nous voulons poursuivre dans la voie de l'encadrement de la circulation des capitaux** afin d'empêcher les stratégies court-termistes visant à faire générer des taux de profits à deux chiffres qui ne profitent pas au développement des entreprises, mais qui affaiblissent au contraire leur appareil productif. Nous voulons aussi continuer de réorienter l'épargne des Français vers l'investissement des entreprises et conforter Bpifrance

dans l'ensemble de ses métiers. Enfin, pour permettre aux PME de prendre le virage digital et écologique et pour financer leur développement, nous plaçons pour que le capital-risque pour les financements de 1 à 5 millions d'euros soit soutenu.



► VOIR CAHIER 1

Travailler tous, travailler mieux

Cette réorientation de nos modes de production vers la qualité et l'innovation appelle une transformation de l'organisation du travail. Elle correspond aussi à l'attente des Français, qui déplorent la dégradation de leurs conditions de travail autant que de la perte de sens des tâches qu'ils ont à accomplir. Pour les socialistes, la qualité n'est pas qu'une affaire de production : c'est un enjeu de société.

Nous préconisons de **donner aux travailleurs davantage d'autonomie dans leur organisation**. Dans l'espace, elle passe par la valorisation du travail collaboratif et du télétravail que nous voulons soutenir. Dans le temps, elle repose sur une meilleure prise en compte de la charge de travail en plus du temps de travail. **Les 35 heures doivent rester la durée légale du travail, la durée de référence**. Les évolutions technologiques, actuelles et à venir, devraient permettre dans les années futures **une réflexion sur la modulation négociée du temps de travail selon les temps de la vie des personnes** : par exemple, dans les entreprises ou les branches qui le peuvent, cette possibilité trouverait tout son sens pour des jeunes parents ou des seniors. De cette façon, plus de temps serait consacré à la formation professionnelle, à l'engagement associatif, syndical ou politique, à la mise en œuvre de projets non-marchands, ou encore à prendre soin de ses proches.

Enfin, le socialisme, qui est historiquement le parti du travail, revendique aussi d'être le parti de l'activité. La rentabilité est un levier, non un projet. Nous préconisons donc de **miser sur la nouvelle économie des besoins**, en engageant un acte 2 de l'Economie Sociale et Solidaire. D'ici 2020, 600 000 emplois devront être pourvus dans ce secteur. Nous proposons également d'**étendre l'expérimentation de territoires «zéro chômeurs»**, qui part des compétences des personnes privées d'emploi en leur proposant des CDI pour mener à bien des travaux d'utilité sociale.



► VOIR CAHIERS 1 et 4



- ▷ **ENGAGER UN PLAN D'INVESTISSEMENT
DANS L'INDUSTRIE DU FUTUR**
.....
- ▷ **LANCER UN PLAN D'INVESTISSEMENT DANS L'INDUSTRIE
DU FUTUR**
.....
- ▷ **DIFFUSER LA CULTURE DU NUMÉRIQUE DANS TOUTES
LES ENTREPRISES**
.....
- ▷ **RÉALISER DE GRANDS TRAVAUX DE CONSTRUCTION
ET DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE RÉSEAUX**
.....
- ▷ **ENTREPRENDRE DE GRANDS TRAVAUX DE RÉNOVATION
THERMIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS ET DES COPROPRIÉTÉS
DÉGRADÉES**
.....
- ▷ **ORIENTER L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS VERS LE FINANCEMENT
DES ENTREPRISES**
.....
- ▷ **DÉVELOPPER LE CAPITAL-RISQUE POUR LES PME ET LES PMI**
.....
- ▷ **DONNER À TOUS LES TRAVAILLEURS UNE PLUS GRANDE
AUTONOMIE**
.....
- ▷ **MISER SUR LA NOUVELLE ÉCONOMIE DES BESOINS**
.....

Face aux mutations du travail et de l'activité,

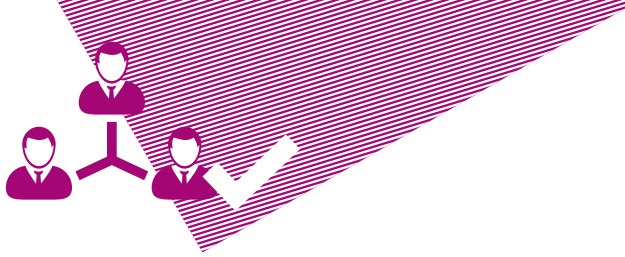
INVENTER LES PROTECTIONS NOUVELLES

■ Le changement de civilisation

Au cours des dernières décennies, une part des Français a incontestablement profité de l'intensification des échanges et du progrès technique : elle y a gagné en revenu et en pouvoir d'achat comme en liberté et en agilité. Mais une autre part de la nation s'est trouvée peu à peu reléguée dans une précarité grandissante, qui affecte non seulement ses conditions matérielles d'existence mais sa capacité et celle de ses enfants à bâtir un projet de vie.

En 2016, 14 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, même si nous l'avons fait diminuer depuis le début du quinquennat. 12,3 % des emplois ont un statut précaire – à durée déterminée ou en intérim – auxquels s'ajoute une partie des travailleurs indépendants. Comment se projeter dans l'avenir quand le présent n'est pas assuré ? Non seulement le précaire est un fait, mais il est en extension : les stables, eux-mêmes, sont aujourd'hui déstabilisés. Dans une entreprise dépendante des fluctuations de l'économie, un contrat à durée indéterminée n'est plus une garantie de protection. Si rien n'est fait, ce mouvement pourrait s'étendre : le développement du numérique va en effet percuter de nombreux secteurs d'activité. Nos vies professionnelles seront toujours plus discontinues.

Ces insécurités nouvelles interviennent alors même que nos sociétés connaissent des mutations sans précédent. Depuis 1945, nous avons gagné 15 ans d'espérance de vie. Précédemment, il avait fallu mille ans à l'humanité pour vivre un tel progrès. Pour la première fois dans l'histoire, quatre générations cohabitent dans une même famille. Cette tendance va s'amplifier : en 2025, un Français sur trois aura plus de 65 ans. Ceci implique que nous soyons en mesure d'accompagner le vieillissement et de le prendre en charge : c'est l'une des conséquences majeures de la transition démographique. Mais les effets de cette évolution sont bien plus profonds : couplé au progrès éducatif et aux libertés nouvelles conquises par les luttes et les lois sociales, l'allongement de la vie transforme la façon dont nous vivons notre existence : la durée des études s'étend,



les changements de carrière sont plus fréquents, les modèles familiaux évoluent. Nos espérances en l'avenir et nos projets de vie s'en trouvent transformés. Alors que nous voulons expérimenter davantage, un accident de l'existence ou un échec professionnel peuvent tout remettre en cause. Nos vies personnelles sont également plus discontinues.

Ces changements majeurs produisent des inégalités nouvelles: dans la réussite scolaire, dans les capacités à accéder au marché du travail, à rebondir après un changement de vie ou d'emploi, à faire garder ses enfants, à se déplacer au quotidien ou à accéder à un logement adapté à sa situation personnelle, à affronter la dépendance ou à accompagner celle de ses parents. Dans le monde qui vient, la première des inégalités oppose ceux qui ont la capacité de choisir leur vie et ceux qui ne l'ont pas.

L'État social, conquête de civilisation forgée par la social-démocratie européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle, a rendu possible ce progrès humain en permettant la démarchandisation du monde. Malgré les coups et les coupes infligés par les libéraux-conservateurs, occupés à l'affaiblir pour mieux le démanteler et le privatiser, l'État social s'est attaché à répondre à ces transformations : de la création du RMI à la garantie jeune et à la prime d'activité, ces avancées, hier et aujourd'hui, ont toutes été portées par la gauche qui agit.

La radicalité de ces mutations impose désormais un nouvel âge de l'État-providence, adapté aux cycles de vie de chacun. Bâti autour d'un socle de protection, de promotion, de prévention et de sécurité, il est nécessaire pour soutenir les individus face à un monde toujours plus incertain. C'est notre ambition pour la prochaine législature.

■ Comment nous avons fait face à ces exigences

Pour engager cette transformation, il nous a fallu garantir la pérennité de la protection sociale pour l'étendre ensuite aux nouveaux risques.

Nous avons redressé les comptes de la sécurité sociale pour assurer son avenir à long terme, sans jamais dérembourser les soins : en quatre ans, le déficit a été réduit de moitié et nous devrions atteindre l'équilibre du régime général en 2017. Ce n'était pas arrivé depuis les années 2000-2001 et c'est déjà à la gauche qu'on le devait. Notre politique familiale est désormais plus juste et son financement assuré : nous avons divisé par deux son déficit, et les ménages les plus aisés ont vu réajusté le montant qui leur est versé.

Nous avons renforcé en priorité la protection des plus précaires, en revalorisant de 10% les minimas sociaux sur cinq ans et l'allocation de soutien familial de 25%, en créant la prime d'activité pour les travailleurs aux revenus modestes et ainsi remplacer la prime pour l'emploi et le RSA activité, au taux de non-recours élevé. Nous nous sommes attachés à accompagner chacun dans les différentes étapes de l'existence pour qu'il puisse affronter les difficultés : la garantie jeune a été mise en place pour ceux qui sont du système scolaire sans diplôme, les bourses étudiantes ont été étendues et revalorisées, l'aide à la recherche au premier emploi a été créée pour les boursiers ayant achevé leur formation. Pour les travailleurs à temps partiel, un plancher de 24 heures hebdomadaires a été fixé. Pour les chômeurs en fin de droits, les droits rechargeables à l'assurance chômage ont soutenu la reprise d'activité. Le plan 500 000 formations, contracté par l'État avec les régions, a augmenté l'accès à la formation pour les chômeurs. Ceux qui ont connu une carrière longue ont désormais accès à la retraite à 60 ans et ceux qui ont effectué un métier épuisant bénéficient du compte pénibilité.

Nous avons œuvré pour faire reculer les inégalités au plan territorial : une nouvelle politique de la ville a été adoptée, qui intègre désormais le critère de la pauvreté. Une lutte a été engagée pour que le logement pèse moins dans les dépenses des ménages les plus fragiles, alors que la part qu'ils lui consacrent a doublé en 25 ans, dans les zones les plus tendues notamment : le plafonnement des loyers a été appliqué en Ile-de-France, les locataires sont désormais mieux informés de leurs droits, un programme de construction de 500 000 logements sociaux a été engagé, et le combat contre la précarité énergétique érigé en priorité.

Nous avons jeté les bases de la sécurité sociale professionnelle, en commençant à rattacher les droits aux personnes et non plus au statut. Le compte pénibilité et le compte personnel de formation ont été la première étape : le premier permet de mieux prendre en compte les parcours individuels dans le calcul de la retraite. Le second offre à chacun la possibilité de mobiliser son temps de formation, même en période de chômage. La création du compte personnel d'activité, inscrit dans la loi Travail, a été la deuxième étape : chaque personne, dès le début de sa carrière professionnelle,

y accumulera des droits et pourra décider de leur mobilisation : choisir par exemple de suivre une formation ou un bilan de compétences, être accompagné dans un projet d'entreprise, partir à la retraite de façon anticipée quand on a commencé à travailler tôt.

Nous avons étendu la protection sociale pour qu'elle soit toujours plus universelle : désormais, 95 % des Français bénéficient d'une complémentaire santé, grâce à la complémentaire santé d'entreprise obligatoire. Pour diminuer le non-recours au soin, le tiers-payant a été généralisé. Pour adapter la protection aux nouvelles situations familiales, nous avons créé une garantie sur les impayés de pension alimentaire. Par l'instauration du mariage pour tous et l'ouverture de l'adoption aux couples de même sexe, tous les conjoints et tous leurs enfants sont désormais protégés par la loi. Le vieillissement et la dépendance sont également mieux pris en compte par la société.

Pour les générations qui viennent, nous avons attaqué les inégalités à la racine en engageant la Refondation de l'école : elle était nécessaire tant une dizaine d'années aura suffi à la droite pour augmenter massivement l'influence de l'origine sociale sur la réussite des élèves, ce qui faisait de notre système scolaire l'un des plus inégalitaires de l'OCDE. Les études PISA l'ont montré. Nous avons refait de l'éducation le premier budget de l'État. En 2017, il progressera encore de 3 milliards d'euros. Nous avons ajouté une demi-journée de cours pour les élèves du primaire. Nous avons remis des professeurs dans les classes. Les 60 000 postes promis en 2012 auront été créés effectivement en cinq ans. Nous avons revalorisé le traitement des enseignants. Priorité a été donnée à la maternelle et au primaire, notamment pour la scolarisation des enfants de moins de trois ans. Nous avons accordé des moyens supplémentaires à ceux qui en avaient le plus besoin, en réformant l'éducation prioritaire. Enfin, nous avons remis la maîtrise des fondamentaux au cœur du système éducatif et avons engagé la réforme du collège pour qu'il soit plus juste, en faisant confiance à la capacité d'invention des enseignants et en reconnaissant davantage leur travail collectif. Ces transformations donnent d'ores et déjà des résultats : en 2016, le nombre de décrocheurs est passé sous la barre symbolique des 100 000 jeunes.

L'ensemble de ces réformes jette les bases d'un nouveau modèle qui portera ses fruits sur le moyen terme.

■ Les visions qui se confronteront en 2017

La régression libérale, c'est la réduction des protections pour projet. Pour le candidat de la droite, l'insécurité sociale n'est pas un problème, c'est un remède. Au nom des libertés économiques, il projette de mettre fin à l'essentiel des protections sociales mises en place depuis la Libération. L'âge de la retraite serait porté à 65 ans, ce qui signifie qu'elle ne pourrait être prise à taux plein qu'entre 67 et 70 ans. Rien n'est prévu pour endiguer la montée du chômage des seniors, qui connaît pourtant la progression la plus élevée. Les allocations chômage seraient dégressives : elles diminueraient de 20 à 25 % au bout de 12 mois, et une fois encore de 20 à 25 % au bout de 18 mois. Les plus vulnérables ne bénéficieraient plus que d'une allocation unique de solidarité au rabais, dont l'attribution serait drastiquement contrôlée et conditionnée à des heures de travail d'intérêt général. François Fillon annonce la suppression des 35 heures : les horaires de travail seront négociés directement dans l'entreprise dans les limites de 48 heures hebdomadaires, et les fonctionnaires passeraient à 39 heures. Leur statut sera raboté. Le candidat de la droite annonce la suppression de 500 000 postes dans la fonction publique sans préciser ceux qui viendraient à disparaître ni les missions impactées – école, sécurité, santé, etc. Si l'on tient compte des choix effectués entre 2007 et 2012, cette réduction d'un demi-million d'emplois publics pourrait – on cherche à y voir clair – se porter pour moitié sur les enseignants, dont le temps de présence dans les établissements sera augmenté de 25 %. Autant de classes fermées, notamment en zone rurale. Autant d'enseignants non formés et non remplacés. Le candidat Fillon annonce également un collège à plusieurs vitesses et des établissements totalement autonomes. Sur les 100 milliards d'euros des dépenses publiques, 20 % seraient assumés par les services publics de proximité. Autant de territoires abandonnés. Le tiers-payant généralisé serait abandonné et les soins pour partie déremboursés. Autant d'inégalités d'accès à la santé. Pour la droite, qui promet une purge sans précédent, et qui s'est dotée du candidat le plus ultra-libéral de son histoire récente, il faut savoir s'en sortir seul. Toute protection n'est qu'un luxe ou une invitation à la paresse. Toute inégalité est une donnée, voire une culpabilité.

Le programme du Front national, ce serait la protection affaiblie : pour l'extrême-droite, la solidarité doit être réservée à ceux que l'on connaît et refusée à ceux que l'on ne connaît pas. Pour elle, c'est parce que trop d'étrangers, trop d'immigrés profitent des aides sociales que le modèle est déséquilibré. Or rien n'est plus faux : les travailleurs immigrés contribuent davantage au financement de notre protection sociale et à l'accompagnement des plus fragiles qu'ils n'en profitent. Une étude de l'économiste Xavier Chojnicki évalue leur contribution nette à 3,5 milliards d'euros. Subordonner la protection à l'identité, c'est non seulement renier nos valeurs universelles et notre modèle social, fondé sur les cotisations par le travail, mais c'est aussi mettre en péril son avenir. Tout en prétendant défendre la protection sociale, le Front national au pouvoir dans les villes ferme les centres sociaux, comme à Marseille ou Fréjus, expulse le Secours populaire ou la Ligue des droits de l'homme de leurs locaux, comme à Hayange ou Hénin-Beaumont. Encore et toujours, les victimes de l'extrême-droite sont ceux qu'elle prétend protéger.

La République social-écologique, c'est le projet d'une société de la qualité. Après avoir pérennisé notre modèle social et étendu la protection des Français, nous voulons l'adapter au changement de civilisation et mieux accompagner chaque personne dans sa trajectoire de vie, pour rétablir à tout moment l'égalité.

■ La gauche est l'avenir de la France

Mieux protéger, avec un socle de droits réformé

DÉFI 4 UN REVENU MINIMUM DÉCENT

La première responsabilité d'une société est d'assurer la subsistance de tous et de permettre à chacun d'avoir les moyens de mener une vie décente. C'est à cette condition qu'il est possible de se projeter dans l'avenir, de faire des choix, de développer ses capacités pour mener une vie réellement vécue. C'est pourquoi nous plaçons pour la création d'un revenu minimum décent, sur la base de la proposition formulée par la Fondation Terra Nova, à la suite du rapport «repenser les minima sociaux : vers une couverture socle commune» porté par Christophe Sirugue, alors député. Il se substituerait à l'ensemble des minima sociaux et serait attribué à toute personne de 18 ans et plus, active ou retraitée, dont les revenus seraient inférieurs à un certain seuil.

Cette allocation serait différentielle : elle compléterait les ressources de la personne. Au-dessus d'un certain seuil, la dégressivité serait prise en charge par la prime d'activité, pour ne pas décourager la reprise du travail. Elle serait semi-individualisée : elle prendrait en compte les ressources conjugales.

Son versement serait automatique, pour mettre fin au non-recours aux prestations sociales, entretenu par la complexité administrative : la réforme du prélèvement à la source, effective en 2018, le permettra. Il permettrait également aux travailleurs sociaux de se recentrer sur le cœur de leurs missions : l'accompagnement social.

DÉFI 5 DES PARCOURS PROFESSIONNELS SÉCURISÉS

Pour que notre protection sociale soit adaptée aux transitions professionnelles, nous plaçons pour un égal niveau de protection pour l'ensemble des actifs. Les droits ne reposeraient plus sur le statut des emplois occupés, mais seraient directement rattachés à la personne, tout en étant garantis collectivement. **Le Compte personnel d'activité en serait le pivot**, comme les droits rechargeables à l'assurance chômage qui encouragent la reprise à l'emploi tout en étendant la période d'indemnisation. **Sa réussite reposera sur un accompagnement individuel**, via un «coach orientation,

formation emploi» et un guichet unique, chargé de lever les obstacles à l'accès à l'emploi : garantie logement, solution de garde d'enfant, accès à la mobilité, etc. L'ensemble formerait un service public d'orientation tout au long de la vie, dont nous proposons l'instauration. La garantie jeune et les missions locales pourraient lui être rattachées pour que l'insertion dans la vie active soit claire et efficace, et non plus un parcours du combattant administratif, en particulier pour les jeunes non diplômés.



► VOIR CAHIERS 1 et 4

Mieux promouvoir, avec l'éducation continue

Face aux accidents de la vie, l'éducation et la formation sont une protection indispensable : le taux de chômage des non-diplômés est trois fois supérieur à celui des diplômés de l'enseignement supérieur. Pour les socialistes, une part de la lutte contre les insécurités sociales repose donc sur un socle de promotion : c'est **l'éducation continue**. Nous la concevons comme un droit universel à la formation, adapté aux temps de la vie, de la petite enfance jusqu'à la fin de la carrière professionnelle. Sa mise en place doit être l'un des premiers chantiers du prochain quinquennat. Le service public d'orientation tout au long de la vie en serait le pivot.

La création d'un service public de la petite enfance en est la première pierre. Elle ne réussira qu'avec la mobilisation de tous les acteurs – collectivités locales, associations, entreprises, bailleurs, etc. Nous proposons de poursuivre la création de places en crèche – 58 000 ont déjà été ouvertes depuis 2012 – et de scolariser 35% des enfants de moins de 3 ans d'ici la fin de la prochaine législature. Des classes passerelles pourraient également voir le jour dans les écoles maternelles pour accueillir les enfants dès 2 ans. Nous proposons que la scolarité soit obligatoire à partir de trois ans.

La poursuite de la refondation de l'école est la deuxième étape. Nous souhaitons l'étendre au lycée et à l'université, pour mieux articuler la transition entre l'enseignement général et l'enseignement supérieur. Un rapprochement entre les classes préparatoires et le premier cycle universitaire pourrait enfin être opéré, pour que notre système soit plus juste et plus efficace, ce qui suppose une réforme de la licence, déjà initiée dans de nombreux établissements universitaires. Nous continuerons par ailleurs de refuser l'augmentation des frais d'inscription.

DÉFI 6 DES OFFRES D'APPRENTISSAGE ET D'ALTERNANCE RASSEMBLÉES SUR UNE PLATEFORME RÉGIONALE UNIQUE

Nous voulons revaloriser la filière professionnelle et technologique : trop souvent considérée comme une voie par défaut, elle est à nos yeux une voie d'excellence, d'épanouissement et d'émancipation. Mais elle est aussi une voie semée d'embûches. Pour les jeunes et les familles sans réseaux, il est souvent difficile de trouver une entreprise pour effectuer une formation en apprentissage ou en alternance. Les abandons sont nombreux, alors même que les chefs d'entreprises à la recherche d'apprentis disent ne pas en trouver. C'est pourquoi nous proposons que l'ensemble des offres d'apprentissage et d'alternance soient rassemblées sur une plateforme unique, régionalisée, et qu'il soit proposé aux apprentis un accompagnement individuel pour lever les obstacles d'accès à l'apprentissage : logement, mobilité...

Nous voulons aussi renforcer le lycée professionnel en cartographiant davantage les filières et en suivant l'évolution à long terme des métiers qui les composent. L'accès des lycéens professionnels aux sections STS et des bacheliers technologiques aux IUT est aussi à améliorer, par un renforcement du système des quotas.

L'offre de formation tout au long de la vie est enfin à amplifier et à moderniser. Elle est à associer à l'université, pour bénéficier des avancées de la recherche et faire des campus un lieu fréquenté tout au long de l'existence. Le « plan 500 000 », destiné aux demandeurs d'emploi, est également à pérenniser. Enfin, nous proposons de **créer un droit de césure pour tous les salariés** : tous les dix ans, ils auraient la possibilité de suivre une formation pendant un an, afin de perfectionner des compétences ou de préparer une conversion professionnelle. A l'issue de ce droit de césure, ils pourraient retrouver leur emploi.



► VOIR CAHIERS 1, 2 et 4

DÉFI 7

LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ADAPTÉE AUX TEMPS DE LA VIE

L'accès au logement demeure une question cruciale et un logement pour tous un objectif majeur pour les socialistes. Atteindre cette ambition implique de prendre en compte les nouvelles attentes et les nouveaux besoins. L'enjeu est d'abord territorial : nous plaidons pour que la création de logements soit concentrée dans les zones les plus tendues. L'enjeu est générationnel : la politique du logement est à adapter aux cycles de vie. Devant sa cherté, les jeunes n'ont plus les moyens de prendre leur autonomie et restent davantage chez leurs parents. Les familles monoparentales ou recomposées doivent également faire face à des contraintes financières importantes pour pouvoir accueillir dignement leurs enfants. Les personnes âgées, enfin, souhaitent pouvoir rester à domicile le plus longtemps possible, mais ne trouvent pas toujours des solutions adaptées à leurs besoins. Nous proposons donc d'agir en priorité dans trois directions.

La première consiste à **engager un plan de construction de logements à destination des jeunes et des étudiants**, à proximité des lieux d'études et de travail. Il devra prendre la suite du « plan 40 000 » engagé au début du quinquennat. Cette orientation de la politique du logement, bâtie avec les acteurs concernés, soulagerait les familles.

Sera privilégiée **la construction de petites unités de vie en habitat regroupé**, protégé ou intergénérationnel, qui favorise l'inclusion des aînés. Nous poursuivrons ainsi la rénovation et la transformation des 80 000 logements privés de personnes âgées et dépendantes prévues dans la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Enfin, **l'amélioration et la transformation de l'habitat existant** – et notamment la réhabilitation des logements sociaux – sera soutenue.



► VOIR CAHIERS 2 et 4

DÉFI 8 L'OFFRE DE SERVICES PUBLICS ADAPTÉE AUX RYTHMES DE VIE

Nos vies toujours plus discontinues ont besoin de services publics adaptés aux contraintes du quotidien, en ville comme dans les espaces périurbains et en zone rurale. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'égalité, entre nos concitoyens comme entre les territoires. En ouvrant des maisons de service public ou en finançant l'extension des horaires d'ouverture des médiathèques, à l'heure du déjeuner, le soir et le week-end, nous avons commencé à y contribuer. Pour l'avenir, nous préconisons d'étendre ce principe et de **mieux organiser l'accès aux services publics à l'échelle territoriale, en élaborant par bassin de vie un schéma de déploiement des services publics de proximité qui tienne compte à la fois de leur nature et de leur amplitude horaire**. Il pourrait être le prélude à un panier de services publics garantis. Leur accessibilité doit être universelle. C'est pourquoi nous plaidons pour que les agendas d'accessibilité programmée qui programment les travaux nécessaires pour que les établissements puissent accueillir un public en situation de handicap soient menés à leur terme.



► VOIR CAHIER 4

Mieux soigner, grâce à la prévention et à l'agro-écologie

DÉFI 9 LA POLITIQUE DE SANTÉ RÉORIENTÉE VERS LA PRÉVENTION RESPONSABLE

En 70 ans, l'espérance de vie s'est allongée, ce que nous devons en particulier à notre système de santé, reconnu comme l'un des meilleurs au monde. Mais l'espérance de vie en bonne santé reste inégale en fonction des catégories sociales : à 35 ans, un écart de dix ans sépare celle des cadres de celle des ouvriers. La santé est aussi affaire de conditions de vie et de qualité de vie. Les inégalités de santé s'installent aussi très tôt, sont relatives à l'alimentation ou à la consommation de produits addictifs. C'est pour prévenir ces inégalités que nous préconisons de **réorienter pour partie la politique de santé vers la prévention, en lui consacrant 10% des dépenses de santé d'ici 5 ans**, par des redéploiements de financements aujourd'hui affectés à des dispositifs dénués d'impact sur la santé publique. Cet effort nous conduirait vers la moyenne européenne. Conjugué à l'implication des professions médicales et paramédicales, mieux formées en ce sens, cet effort diminuera d'autant les dépenses de soins à plus long terme.

Cette politique portera ses fruits grâce à la **lutte contre les déserts médicaux**, engagée au cours de ce quinquennat avec l'ouverture des mille maisons pluridisciplinaires de santé et les contrats d'engagement de service public qui encouragent l'installation des jeunes médecins dans les territoires ruraux. Nous proposons également d'ouvrir la réflexion sur le *numerus clausus*, et d'en faire un plancher et non plus un plafond.

Elle sera complétée par une meilleure prise en compte de la santé dans l'ensemble des politiques publiques, en particulier avec la **lutte contre la précarité énergétique, la pollution de l'air ou la pollution sonore**.

Elle accompagnera notre volonté de faire de **la qualité de l'alimentation une priorité**. Depuis 2012, face aux crises agricoles et à la baisse de la qualité nutritionnelle des aliments qui impacte la santé des Français – et en particulier celles des plus modestes – les socialistes ont promu et soutenu de nouvelles pratiques agro-écologiques, que beaucoup d'agriculteurs avaient déjà adoptées. Elle assure à la fois de meilleures ressources aux exploitants, crée de nouveaux emplois plus qualifiés et plus valorisants, et produit des aliments de plus grande qualité. Elle garantit aux paysans, moins exposés aux pesticides, et aux consommateurs une meilleure santé.

Plusieurs plans ont été engagés : soutien à l'agriculture biologique, à l'agroforesterie, protection de l'apiculture, soutien aux semences durables, plans Ecophyto 2 et Ecoantibio, protection des sols... La création des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) a permis de créer les dynamiques collectives nécessaires à un changement de modèle de production agricole. Pour accompagner ce mouvement, le Chef de l'État a obtenu le maintien des crédits de la politique agricole commune (PAC) affectés à la France. Pour l'inscrire dans le temps, nous avons misé sur l'enseignement et la recherche et incité l'industrie agro-alimentaire à améliorer la qualité nutritionnelle de son offre. En Outre-mer, une loi spécifique limite désormais la concentration en sucre des produits alimentaires. Ces politiques, désormais sur les rails, doivent être amplifiées dans le futur.

Pour le futur, nous plaidons pour que l'information nutritionnelle soit améliorée, via les médecins et vers les familles. Plus les consommateurs seront informés, grâce à un étiquetage clair et lisible qui leur permettra de faire le tri entre marketing trompeur et vrais produits de qualité, plus ils contraindront l'industrie agro-alimentaire à renouveler ses pratiques. Des incitations financières sont aussi à mettre en place pour favoriser les produits riches en nutriments. Nous plaidons aussi pour le renforcement de notre politique en faveur des circuits courts et pour encourager la relocalisation des approvisionnements agricoles.

Nous réitérons enfin notre ambition de faire de l'accès de tous les enfants à la restauration scolaire une priorité : il nous semble inacceptable qu'en France, aujourd'hui, cet accès leur soit refusé.



► VOIR CAHIER 4

Mieux sécuriser les territoires

La protection des Français passe enfin par la sécurité des personnes et des biens. Conscients que les plus vulnérables sont aussi ceux qui sont les plus affectés par les vols et les agressions, les socialistes ont concentré les moyens dans les territoires les plus en difficulté et adopté une méthode globale de lutte contre la délinquance. Depuis 2012, 80 zones de sécurité prioritaires ont été instaurées. En parallèle, la gauche aura recréé plus de 9000 postes dans les forces de l'ordre, dont la capacité d'action avait été largement affaiblie par la droite qui en avait supprimé plus de 13 000 auparavant. Le nombre d'élèves sortant des écoles de la police nationale en 2016 et 2017 est dix fois supérieur à ce qu'il était en 2012. L'investissement dans les équipements de la police et de la gendarmerie a également progressé. Pour l'avenir, nous plaçons pour que le rythme de recrutement soit maintenu.

Pour poursuivre la lutte contre la délinquance, nous préconisons de renforcer l'effet de ces politiques en **promouvant une police du quotidien**, toujours plus accessible aux habitants, qui adapte notamment ses modes d'action aux spécificités du territoire, renforce les liens avec les partenaires territoriaux – et en particulier avec le maire et les polices municipales. Nous souhaitons également que soit renforcée **la coopération entre la police et la justice** via les groupes locaux de traitement de la délinquance.

Notre politique de lutte contre les violences infra-familiales, et en particulier contre les violences faites aux femmes est à amplifier.

Dans le cadre de la mise en place de la garde nationale, proposition du Parti socialiste qu'a faite sienne le Président de la République, nous pourrions mettre à l'étude le rétablissement de la conscription.



► VOIR CAHIER 5

Préconisations



- ▷ **METTRE EN PLACE UN REVENU MINIMUM DÉCENT**
.....
- ▷ **SÉCURISER LES PARCOURS PROFESSIONNELS**
.....
- ▷ **CRÉER UN SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE**
.....
- ▷ **POURSUIVRE LA REFONDATION DE L'ÉCOLE AU LYCÉE ET À L'UNIVERSITÉ**
.....
- ▷ **RASSEMBLER LES OFFRES D'APPRENTISSAGE ET D'ALTERNANCE SUR UNE PLATEFORME RÉGIONALE UNIQUE**
.....
- ▷ **AMPLIFIER ET MODERNISER L'OFFRE DE FORMATION CONTINUE AVEC LES UNIVERSITÉS**
.....
- ▷ **PERMETTRE À CHAQUE SALARIÉ DE SUIVRE UNE FORMATION DE 1 AN TOUS LES DIX ANS**
.....
- ▷ **PASSER DU « TOUT CURATIF » À UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION RESPONSABLE**
.....
- ▷ **LUTTER CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX**
.....
- ▷ **FAIRE DE LA QUALITÉ DE L'ALIMENTATION UNE PRIORITÉ**
.....
- ▷ **ADAPTER L'OFFRE DE LOGEMENTS AUX TEMPS DE LA VIE**
.....
- ▷ **ADAPTER L'OFFRE DE SERVICES PUBLICS AUX RYTHMES DE VIE**
.....
- ▷ **PROMOUVOIR UNE POLICE DU QUOTIDIEN**
.....

Dans la société des individus, BÂTIR LA FRATERNITÉ NOUVELLE

■ Le changement de civilisation

L'émancipation de chacun, voulue et portée par le socialisme démocratique, a progressivement porté ses fruits : le monde d'aujourd'hui est celui de l'affirmation de l'individu.

Elle a été rendue possible par l'État social, legs de la gauche à la France. Les luttes sociales, menées et gagnées par les générations qui nous ont précédés, ont fait naître de nouveaux droits, de nouvelles libertés, et ouvert pour chacun la capacité à les exercer. Cette affirmation est encouragée par les mutations technologiques et économiques, qui valorisent la créativité et la singularité, autant qu'elles font coexister des cultures différentes, héritage de notre histoire passée et récente. Ces changements constituent sans conteste un progrès considérable, mais ils représentent aussi un immense défi pour la France et pour la gauche.

Il importe en premier lieu de rappeler que l'affirmation de l'individu et **l'aspiration à se réaliser en tant qu'individu n'est pas égale pour tous, ni achevée pour tous**. En engageant le nouvel âge de l'État social, adapté aux cycles de vie de chacun, ou en incitant à une plus grande autonomie dans l'organisation du travail, comme nous le proposons dans les précédents chapitres, nous œuvrons pour que ces aspirations puissent trouver leur accomplissement. Cette lutte prend une nouvelle dimension : la liberté voulue pour chacun, indépendamment de son origine, de son appartenance sociale, de sa famille, du lieu où il vit ou du statut de l'emploi qu'il occupe fait apparaître au grand jour autant de discriminations contre lesquelles nous avons à lutter. Il s'agit là d'un nouvel horizon du combat pour l'égalité réelle.

Cette reconnaissance de la singularité de chacun est légitime et désirable pour la gauche, mais elle ouvre un second défi : celui de la forme que doit prendre notre société dans laquelle s'exercent ces libertés individuelles.

L'affirmation de l'individu présente en effet un premier risque : celui de l'individualisme. Permettre à chacun de réaliser ses aspirations a un coût, personnel



et collectif, que la droite refuse, considérant que le marché suffit à l'assurer, et qu'une partie des Français les plus aisés ne veut pas assumer. En témoignent le mépris exercé à l'égard des plus vulnérables, ramenés au rang d'assistés, l'évasion fiscale, ou encore la remise en cause de l'impôt citoyen et de l'action publique. Des stratégies individualistes sont aussi à l'œuvre à l'école, où chacun, voulant le meilleur pour son enfant, conteste aux autres la possibilité d'y accéder. C'est ainsi que la marchandisation tente de s'infiltrer dans la sphère éducative et menace la mixité sociale et scolaire. Dans la société des individus, le défi est de produire du commun.

L'affirmation de l'individu présente un second risque : celui du communautarisme.

La reconnaissance de la singularité ne consiste pas en un enfermement dans la différence, qui ne peut aboutir qu'à l'isolement et à l'exclusion, et au bout du compte à la contestation des lois ou des principes de la République. La vie en commun nous oblige, tout au contraire, à produire et à rechercher l'inclusion. Vivre ensemble n'est pas vivre en sous-ensembles.

Le troisième risque est celui de l'identitarisme. Dans un monde en pleine mutation, où la mondialisation est perçue comme une menace, où les crises humanitaires produites par les conflits armés, le changement climatique ou la crise économique suscitent une augmentation des flux migratoires, la tentation d'un « nous » d'exclusion, que nourrit et qu'attise l'extrême-droite, est d'autant plus forte. Il ne s'agit pas de renvoyer par une identité mythifiée, voire fantasmée la France à son passé – un avant toujours largement reconstruit – mais de saisir que c'est l'idée de la France qui forge son histoire et fera son avenir.

Par la façon dont elles se conjuguent, ces tensions nouvelles remettent en cause la solidarité nationale et la cohésion sociale. Elles sont exacerbées par l'émergence du terrorisme djihadiste, qui récuse à chacun le droit de s'affirmer comme individu libre et autonome. En commettant des attentats sur le sol français, il cherche à la fois à fissurer l'unité nationale et à pousser chacun à renoncer à ses libertés au nom de la sécurité.

Pour la gauche et pour la France, pour le présent et pour l'avenir, l'enjeu est de bâtir une fraternité nouvelle à l'ère de l'individu, en affirmant et en construisant ce que nous avons de commun.

■ Depuis 2012, le sens de notre action

Nous avons agi pour rendre plus concrètes les valeurs fondamentales de la République. Depuis 2015, la citoyenneté, la réussite scolaire et professionnelle, la cohésion sociale, l'intégration grâce à la compréhension de la langue et des règles du pays, principaux objectifs du comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté, se sont déclinés dans une série d'actions: création d'une Agence de la langue française pour la cohésion sociale, plan d'action pour la diversification des profils des élèves fonctionnaires... Dans les quartiers populaires, une nouvelle Agence France Entrepreneur a été installée pour soutenir le développement économique. Des dispositions ont également été prises pour soutenir la vie culturelle et les médias de proximité. Par les contrats de ville, l'ensemble des partenaires se mobilise autour d'objectifs partagés et de moyens déterminés.

Nous avons engagé une politique du logement ambitieuse pour lutter contre l'apartheid social. Nous voulons mieux répartir les types de loyer au sein même des copropriétés et nous avons renforcé le supplément de loyer de solidarité. La loi égalité et citoyenneté prévoit de construire des logements aux loyers très accessibles dans tous les territoires et entend donner la possibilité à des ménages modestes d'accéder à l'habitat dans les quartiers les plus attractifs. Avant même son adoption, certaines mesures portent déjà leur fruit : en deux ans, sur les 221 communes qui refusent de bâtir des logements sociaux, plus de 11 000 logements ont déjà vu le jour, grâce à 110 préemptions et 21 permis délivrés directement par les préfets. Un nouveau programme national de renouvellement urbain (PNRU2) a été adopté. Il concernera 216 quartiers prioritaires d'intérêt national. Dans les Outre-mer, la loi sur l'égalité réelle prévoit la construction de 150 000 logement sociaux pour les dix prochaines années et prévoit un plan de convergence entre les territoires ultra-marins et la métropole.

Nous avons renforcé la lutte contre le sexisme et les discriminations. L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été consacrée comme objectif majeur par la loi. Les entreprises ayant été condamnées pour discrimination ou refusant de mettre en œuvre leurs obligations relatives à l'égalité professionnelle sont désormais interdites de marchés publics. La place des femmes dans les conseils d'administration a été renforcée et encouragée. Le congé parental a été réformé pour que l'éducation des enfants soit mieux partagée entre les femmes et les hommes. La lutte contre les stéréotypes dans les médias a fait l'objet de recommandations particulières. Contre les discriminations à l'embauche, le *testing* a été développé. Le lieu de résidence et la pauvreté sont désormais reconnus comme motifs de discrimination. Enfin les circonstances aggravantes de racisme et d'homophobie seront généralisées à l'ensemble des crimes et des délits et sanctionneront davantage les injures racistes ou discriminatoires, une fois adopté le projet de loi Égalité et citoyenneté.

Nous avons universalisé le droit au mariage et à l'adoption : il est désormais ouvert aux couples de même sexe.

■ Les enjeux de 2017

La régression libérale-autoritaire est proposée par François Fillon : au nom d'une conception conservatrice et réactionnaire de la vie en commun, il entend revenir notamment sur le droit à l'adoption plénière pour les couples de même sexe. Mais si les libertés sociales sont pour lui à restreindre, il n'en est pas de même pour les libertés économiques, qu'il entend au contraire débrider : elles doivent suffire à garantir à chacun la reconnaissance et le respect auxquels il aspire. Pour tenir cette société inégalitaire, cette orientation choisie par la droite dans ses primaires n'a d'autre choix que de participer à l'hystérisation identitaire, impulsée par l'extrême-droite.

L'impasse nationaliste et xénophobe : pour l'extrême-droite, l'identité est un clivage et non un partage. Elle conçoit la nation comme un corps à jamais figé, qui s'enracine dans un passé mythifié. Pour déterminer ce qui nous unit, elle a donc besoin de désigner qui n'en fait pas partie. C'est pourquoi elle fait de l'étranger son ennemi et de l'islam sa cible. Au nom des Français dits « de souche » elle cherche à stigmatiser une partie des Français qu'elle appelle « de papier ». Elle instrumentalise et détourne les valeurs de la République, dont les principes sont expurgés de leur contenu progressiste. Ainsi la laïcité est-elle utilisée comme un moyen d'exclure plutôt que comme un levier d'émancipation. Il en est de même pour la langue, la culture et l'histoire.

La République sociale-écologique : pour la gauche, l'identité est républicaine, c'est-à-dire politique. Nous refusons au marché le droit de nous imposer qui nous sommes. Nous plaçons la loi civile au-dessus des prescriptions religieuses : en République, la foi ne fait pas la loi. Nous recherchons l'égalité réelle via l'État social. Parce que l'émancipation est au cœur de nos convictions, nous récusons la conception d'une identité collective gravée dans le marbre, de toute éternité et achevée à jamais. Une société des individus a besoin de règles communes et d'un espace public partagé. Elle a besoin que ce qui participe d'une société juste soit renforcé. Elle se nourrit, enfin, de l'engagement de chacun au service du bien commun. La société que nous voulons place la fraternité au cœur des relations entre les individus. Dans les prochaines années, nous nous donnons pour ambition de la renforcer.

■ La gauche est l'avenir de la France

La fraternité a besoin d'espace

Les règles ne suffisent pas à faire naître la fraternité. Elle se nourrit d'expériences de l'autre, et de l'ailleurs et a besoin d'un espace public et d'une langue partagée. Or ces expériences sont encore marquées du sceau de l'inégalité.

DÉFI 10 UN DROIT AU VOYAGE POUR TOUS LES JEUNES

Parce que la mobilité contribue à ouvrir sur les autres cultures ou à mieux connaître son pays, à diversifier les usages du temps libre comme à renforcer la confiance en soi, parce qu'elle est en un mot productrice d'émancipation, les socialistes lui accordent une place essentielle. Or, seuls 47% d'ouvriers partent en vacances, contre 82% des cadres supérieurs. C'est pourquoi nous préconisons **d'ouvrir un droit au voyage en offrant à tout jeune Français l'occasion de découvrir son pays avant l'âge de 18 ans**. L'expérience initiatique du voyage, synonyme d'entrée dans la vie adulte, est vecteur d'autonomie des jeunes autant que d'attachement à la France. Pour que chacun ait fait l'expérience de l'Europe, il sera à compléter par la mise en place d'**un Erasmus pour tous**, dont nous avons déjà jeté les bases.

La fréquentation des œuvres d'art favorise elles aussi la fraternité, en ce qu'elles rendent possible la capacité à se mettre à la place d'un autre ou à éprouver la complexité de la société humaine. Nous voulons **renforcer la place de l'art dans l'espace public et dans le quotidien des Français**. Nous plaçons ainsi pour que les équipements, les événements et les projets culturels soient mis en réseau et reliés à la vie sociale d'un territoire. Des moyens confortés pour les équipements culturels de proximité sont nécessaires. Plus largement, nous proposons d'accorder une place accrue à l'architecture et au design dans les espaces du quotidien et de soutenir l'émergence de nouvelles formes artistiques et culturelles dans l'espace public, à travers la multiplication d'expériences comme le hors-les-murs ou les résidences d'artistes dans les établissements scolaires. Pour que cette politique soit menée à son terme, une attention renouvelée doit être accordée à l'éducation artistique et culturelle. Nous souhaitons qu'avant l'entrée dans l'âge adulte, tout enfant ait au moins appris ou pratiqué une discipline artistique.

Une politique de mixité sociale, culturelle et sportive contribue à la rencontre avec l'autre. C'est ainsi que nous proposons d'intégrer des objectifs de mixité dans tout nouvel établissement scolaire, et d'y engager l'enseignement privé. Nous plaçons également pour favoriser les expérimentations locales de mixité, en reliant par exemple la carte scolaire au réseau de transports. Dans le sport, beaucoup reste encore à faire, notamment pour une meilleure reconnaissance du sport féminin et du handisport. Nous suggérons par exemple de promouvoir les épreuves et les pratiques sportives mixtes, dans le cadre des activités périscolaires.

Enfin, la langue française, vecteur de partage et d'intégration, nourrit la fraternité, bien au-delà de nos frontières. Parlé aujourd'hui par 250 millions de personnes, le français pourrait devenir la quatrième langue au monde en 2050. Le français représente un atout formidable. Il est porteur d'un patrimoine artistique à valoriser. Nous proposons donc de **promouvoir un modèle économique et culturel francophone**. Sur le territoire français, la maîtrise de la langue, notamment pour les primo-arrivants, est une nécessité pour être autonome dans ses activités quotidiennes et professionnelles.

Les dispositifs existants, parfois peu lisibles, méritent d'être réorganisés. Nous avons donc à **nous assurer que l'offre d'apprentissage du Français couvre les besoins territoriaux.**



► VOIR CAHIERS 2, 3 et 6

La fraternité se nourrit des engagements de chacun

DÉFI 11 LE SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE ET AU BÉNÉVOLAT

Une société fraternelle est une société civile vivante, nourrie notamment de l'engagement associatif et du bénévolat. En France, il est essentiel: en six ans, le nombre de bénévoles dans les associations a crû de 17% et le taux d'engagement des Français a progressé de 2,2 points, selon France Bénévolat. Dans certains territoires, la vie associative est même vitale. Nous voulons non seulement consolider, mais maintenir et amplifier cette dynamique. C'est pourquoi nous préconisons d'**engager un plan de développement de la vie associative et du bénévolat**. Il reposerait en premier lieu sur un service civique universel: d'ici trois ans, la moitié d'une classe d'âge doit pouvoir être accueillie dans les mêmes conditions de qualité qu'aujourd'hui: volontariat d'intérêt général pour les jeunes de 18 à 25 ans, service de 6 à 12 mois, accompagnement vers l'insertion et l'emploi. Il s'accompagnerait d'une meilleure reconnaissance de l'engagement citoyen dans les études comme dans la validation des acquis de l'expérience. L'engagement social et sociétal des aînés pourrait être également davantage mis en valeur.



► VOIR CAHIERS 1, 4, 5 et 6

La fraternité a besoin de règles

DÉFI 12 UNE CHARTE NATIONALE DE LA LAÏCITÉ

La laïcité, pilier de l'identité française, rend la fraternité possible. La loi de 1905 en transcrit notre modèle et ses trois principes fondamentaux: la liberté de conscience, la liberté de culte et la neutralité de l'État. Ils relèvent fondamentalement d'une conception politique protectrice des libertés de chacun: tout individu doit être libre de croire ou de ne pas croire, et de changer de croyance. La liberté de conscience, qu'elle se traduise en matière de religion ou de conviction, comporte un caractère public, dans

la mesure où nous avons le droit de vivre notre identité, mais dans les limitations qui tiennent au respect nécessaire des droits et des libertés d'autrui, du respect de l'ordre public et du maintien de la paix civile.

Ces principes représentent un acquis historique, considérable, qui permet plus qu'une coexistence dans notre société : un partage de valeurs fondamentales. Ils s'appliquent à tous les cultes présents sur le territoire national. L'État, protecteur de l'individu, ne peut pas adhérer à une option spirituelle quelconque ni discriminer entre les convictions philosophiques et religieuses dont la loi assure l'égalité. Les Églises ne peuvent pas, quant à elles, prétendre régir la société dans le droit que celle-ci se donne librement. Elles peuvent concourir au débat public, mais doivent respecter les lois démocratiquement élaborées qui valent pour tous.

L'État a la responsabilité de faire appliquer ces principes dans la société. Sa neutralité ne peut l'amener à rechercher la disparition de toute référence ou de tout signe religieux dans l'espace public. C'est lui qui est neutre et non la société. C'est sa tâche, cependant, de veiller à l'ordre public, en proscrivant, notamment, les formes de prosélytisme quand il remet en cause la liberté des individus et de faire respecter la dignité de la personne humaine et l'égalité entre les sexes. Les limites que la laïcité peut assigner à la liberté d'expression religieuse se font au bénéfice de la compatibilité des libertés. Le but doit être, toujours, de promouvoir notre capacité de vivre ensemble dans la concorde civile.

Les principes de la laïcité ont, donc, une portée politique et juridique. Ils permettent de prendre en compte les évolutions qui surviennent, inévitablement, au fil du temps, dans notre société. Il faut s'appuyer sur eux pour résoudre les problèmes concrets qui se posent à elle. Si la plupart des questions trouvent leur résolution pratique, dans le droit actuel, la législation peut être nécessaire selon les cas. En 2004, pour préserver les élèves de toute pression, quand les esprits se forment et éviter les conflits, le législateur a interdit le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse. En 2010, pour des raisons de sécurité publique, il a proscrit la dissimulation du visage dans l'espace public (la « burqa », le « niqab » comme les cagoules et les casques).

Socialistes, nous rappelons notre attachement à la préservation de la laïcité dans les services publics, en rappelant la situation et les devoirs des fonctionnaires ou des agents. Les modalités d'application de la laïcité peuvent et doivent être explicitées pour tous les services publics. C'est pourquoi nous proposons d'**élaborer une charte nationale de la laïcité**, appuyée sur les travaux de l'observatoire de la laïcité, débattue nationalement, adoptée par le Parlement, pour en rassembler les grands principes et en expliciter les conditions d'application aujourd'hui.

Nous réaffirmons que l'islam, devenue la deuxième religion de notre pays, est compatible avec les valeurs de la République et le principe de la laïcité. Ceci implique que chacun prenne sa responsabilité.

À l'État, il revient de protéger la pratique de l'islam comme celle des autres religions. Nous préconisons d'**aider à l'organisation du culte musulman**, en permettant notamment aux fidèles de vivre leur croyance dans des lieux dignes et sûrs et d'être éclairés par des personnes formées, dont le message respecte les valeurs communes du pacte républicain. Ainsi, nous proposons de favoriser la création dans les universités de filières de formation civique et de maîtrise de la langue française pour les imams et les aumôniers. Nous voulons rendre obligatoire pour les associations culturelles porteuses de projets et de lieux de culture la publication et la certification de leurs comptes, en indiquant notamment avec précision leurs sources de financement.

Aux musulmans, il revient de comprendre et de respecter le principe de laïcité, comme il en va de même pour les fidèles de toutes les autres religions, qui ne sauraient imposer la primauté de la loi religieuse sur la loi civile. A ce titre, il est intolérable que des mouvements extrémistes, comme Civitas, contestent l'application de la loi de la République pour des motifs religieux.



► **VOIR CAHIER 6**

La fraternité a besoin de justice

Sans justice garantie, rétablie et rendue, une société des individus n'est pas en mesure de bâtir du commun. Pour que s'exerce la force du droit, l'institution judiciaire doit avoir les moyens d'être impartiale et les magistrats d'être indépendants. C'est pourquoi nous préconisons de **renforcer l'indépendance et les moyens de la justice**. Au cours de ce quinquennat, l'un et l'autre ont progressé. La relation entre le parquet et l'exécutif a été clarifiée. Désormais, le gouvernement n'interfère plus dans un dossier individuel. La loi « justice du XXI^e siècle » initie une modernisation nécessaire et des postes de magistrats et de greffiers ont été créés. Pour le futur, nous préconisons d'engager et de renforcer la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature défendue dès 2012. Elle n'a pu voir le jour, faute de l'accord nécessaire de l'opposition de droite. Nous nous engageons également à poursuivre l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la justice. Nous continuerons d'agir pour que chaque justiciable fasse valoir ses droits. Après la suppression de la taxe de 35 € mise en place par la droite et l'augmentation de l'aide juridictionnelle, que nous voulons continuer de réformer, nous proposons d'**élargir l'action de groupe**, instituée au cours de ce quinquennat en matière de consommation, de discrimination ou de santé.

L'efficacité de la justice se mesure également au taux de récidive. La capacité d'une société à assurer le succès de la réinsertion après l'exécution des peines est un élément déterminant. Alors que 80 % des personnes détenues sont en sortie « sèche », nous voulons engager un travail de réflexion avec les professionnels du monde judiciaire pour repenser la fin de la peine et mieux l'accompagner.

Rendre justice, c'est aussi mieux reconnaître et lutter contre les discriminations, qui déchirent le pacte républicain. A cet égard, non seulement la formation et la sensibilisation aux discriminations sont à renforcer, notamment pour les personnels exerçant des compétences en ressources humaines et les cadres – car il s'agit d'une responsabilité autant individuelle que collective – mais les outils de sanction sont à développer. Nous plaillons ainsi pour **créer une agence nationale de lutte contre les discriminations**, dotées de moyens importants et de compétences élargies pour prévenir les discriminations, les identifier et les sanctionner. La question des contrôles d'identité discriminatoires ne doit pas être ignorée, comme l'a rappelé la Cour de cassation : elle demeure une blessure pour une partie des Français, en particulier dans les quartiers populaires.

DÉFI 13 LA JUSTICE FISCALE POUR LA JUSTICE SOCIALE

Pour les socialistes, la justice est aussi l'enjeu de la fiscalité. Depuis 2012, d'importantes mesures ont été prises pour que la contribution des particuliers au financement des services publics soit plus progressive et plus lisible. Ainsi, nous avons aligné la fiscalité du patrimoine sur celle du travail. Nous avons supprimé le bouclier fiscal et réduit les niches fiscales inefficaces. Nous avons créé une tranche d'imposition supplémentaire à 45% pour les ménages au revenu supérieur à 152 000 € et supprimé la première tranche pour les plus modestes. 13 millions de foyers fiscaux ont déjà vu leur impôt baisser en 2016. En 2017, 5 millions de foyers fiscaux bénéficieront d'une nouvelle baisse.

Avec le prélèvement à la source, c'est une nouvelle étape qui s'engage pour la réforme fiscale que le Parti socialiste appelle de ses vœux. Nous plaillons pour **fusionner la contribution sociale généralisée et l'impôt sur le revenu**. Cela prolongerait l'œuvre de simplification et rendrait plus juste la contribution des particuliers : l'ensemble des revenus du capital et du travail ainsi que la situation familiale seraient pris en compte dans cet impôt repensé. Ce projet permettrait de rendre la CSG progressive pour libérer le pouvoir d'achat des plus modestes.



► VOIR CAHIERS 1, 5 et 6



- ▷ **CRÉER UN DROIT AU VOYAGE POUR TOUS LES JEUNES**
.....
- ▷ **ENGAGER UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DU BÉNÉVOLAT**
.....
- ▷ **RENFORCER LA PLACE DE L'ART DANS L'ESPACE PUBLIC ET LE QUOTIDIEN DES FRANÇAIS**
.....
- ▷ **MIEUX FORMER À LA LANGUE FRANÇAISE**
.....
- ▷ **ÉLABORER UNE CHARTE NATIONALE DE LA LAÏCITÉ**
.....
- ▷ **AIDER À L'ORGANISATION DU CULTE MUSULMAN EN FRANCE**
.....
- ▷ **RENFORCER LES MOYENS ET L'INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE**
.....
- ▷ **CRÉER UNE AGENCE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS POUR LES PRÉVENIR, LES IDENTIFIER ET LES SANCTIONNER**
.....
- ▷ **ENGAGER L'ACTE 2 DE LA RÉFORME FISCALE EN FUSIONNANT LA CSG ET L'IMPÔT SUR LE REVENU**
.....

Pour revivifier la démocratie,

IMAGINER LES NOUVEAUX POUVOIRS

■ Le changement de civilisation

Jamais le désir de peser sur le destin commun n'a été aussi grand. Les mouvements citoyens comme «Nuit Debout» ou le développement des pétitions en ligne, l'engouement grandissant suscité par les budgets participatifs ou le succès des primaires le démontrent : nous sommes entrés dans une ère démocratique nouvelle.

La démocratie est aujourd'hui pleinement admise et comprise comme une forme de vie. De nouveaux modes d'action, toujours pragmatiques, parfois ponctuels, se développent, souvent sous la forme d'expérimentations. Par leur travail et par leur engagement, intellectuels, journalistes, militants, assument leur rôle de sentinelles de la démocratie et contribuent aussi à la faire grandir. Ces mouvements déroutent en partie nos institutions, qui ne sont pas toujours dotées des moyens adéquats pour prendre en compte ces attentes. Mais sous l'action de la gauche, elles s'ouvrent progressivement à ces transformations.

Pourtant, dans les sociétés démocratiques, en Europe comme aux États-Unis, jamais la défiance à l'égard des institutions démocratiques n'a été aussi forte. Entre représentants et représentés, la confiance s'étiole. A chaque scrutin ou presque, l'abstention l'exprime. La violence comme mode d'expression ressurgit, et avec elle le refus de la complexité du réel, et donc des compromis à y forger pour le transformer. Les temps présents sont aussi ceux de la «*post-vérité*» : les discours complotistes ou les campagnes virulentes et mensongères du *Brexit* et des élections américaines en sont le signe le plus manifeste. Dans une enquête récente sur les «Fractures françaises» (Ipsos, le Monde, CEVIPOF, Fondation Jean Jaurès) un tiers des sondés indiquaient qu'à leurs yeux, un autre régime pouvait remplacer la démocratie. En capacité d'agir comme en légitimité à prendre des décisions au nom du bien commun, la démocratie est aujourd'hui contestée, pour ne pas dire menacée. Face au terrorisme djihadiste, la démocratie, menacée par l'ennemi, est appelée faire bloc. Pourtant, certains en appellent dangereusement à mettre entre parenthèses l'État de droit et à lui substituer un État d'exception.



Pour les sociaux-démocrates, qui ont fait du partage du pouvoir l'un de leurs combats fondateurs, ce défi est fondamental. Ne pas y répondre, c'est laisser prospérer le national-populisme, porté par l'extrême-droite européenne, rejoint dans ce mouvement par une partie de la droite, désormais séduite par la tentation autoritaire. Pour ces droites extrêmes et extrémisées, qui font thèses et thèmes communs, l'onction du suffrage suffit à légitimer l'exercice du pouvoir. Pour nous, la vie démocratique se fonde sur le suffrage universel et son respect, sur les institutions et le droit, mais elle est aussi une exigence quotidienne à faire valoir à chaque niveau de décision, pendant la totalité d'un mandat, dans l'espace public comme dans l'entreprise, à l'échelon national comme à l'échelon territorial. La meilleure façon de protéger la démocratie, c'est de la renforcer.

■ Ce que nous avons fait

Face au terrorisme, toute la puissance de l'État de droit est et sera engagée pour vaincre l'ennemi : l'enjeu est d'assurer la sécurité maximale des citoyens tout en leur garantissant le respect maximal de leurs libertés. Depuis 2012, trois lois antiterroristes et une loi sur le renseignement ont été votées. Nous avons mis en place l'état d'urgence sous contrôle parlementaire. Les moyens humains consacrés à l'amélioration du renseignement et à la prévention ont été renforcés. Nous avons développé la prévention et la lutte contre la radicalisation, ainsi que la répression contre l'apologie du terrorisme. Cette action d'ensemble a permis de déjouer plusieurs projets d'attentats, de démanteler des filières, d'empêcher des départs et d'expulser des individus dangereux, sans jamais remettre en cause les principes de l'État de droit.

Au quotidien, la présence de l'État a été renforcée et ses relations avec les citoyens clarifiées. Nous avons engagé un choc de simplification, de l'accès aux droits pour les plus démunis, en passant par la fiscalité, de l'assurance maladie aux aides aux entreprises. Au cours du quinquennat, près de 400 mesures auront été engagées : développement de l'administration numérique, accélération de la délivrance des permis de construire, simplification de l'embauche d'un salarié ou de la création d'une entreprise. Ces dispositions portent leurs fruits : il faut aujourd'hui moins de temps en France qu'en Allemagne ou au Royaume Uni pour démarrer son activité. Pour les particuliers, un simulateur en ligne a par exemple été créé en vue de vérifier et d'estimer ses droits aux prestations sociales. Un État plus lisible est un État plus légitime.

L'exercice du pouvoir est désormais plus transparent : c'est la République exemplaire voulue par le Président de la République. L'obligation de déclarations de patrimoine et d'intérêts pour les membres du gouvernement, les parlementaires, les principaux exécutifs locaux et leur publication ont été inscrites dans la loi. La Haute autorité pour la transparence de la vie publique, dotée d'importants pouvoirs de contrôle, a été instaurée. La prévention des conflits d'intérêt a été élargie aux hauts-fonctionnaires et un répertoire unique et obligatoire des représentants d'intérêt a été institué. Nous avons aussi ouvert massivement l'accès aux données publiques, tout en garantissant la stricte protection des données privées. La France est aujourd'hui l'un des pays les plus engagés dans la voie de la transparence.

La séparation des pouvoirs est mieux garantie : outre le renforcement de l'indépendance de la justice, affaiblie par la droite lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy, nous avons restauré celle de l'audiovisuel public en rétablissant le Conseil supérieur de l'audiovisuel dans ses prérogatives de désignation des dirigeants des entreprises de radio et de télévision publiques, et nous avons étendu les dispositions en faveur de l'indépendance des journalistes, de la création des comités d'éthique au droit d'opposition. Autre avancée : l'inscription dans la loi de la protection des lanceurs d'alerte.

Les Français sont mieux représentés, grâce à l'instauration du non-cumul des mandats, effectif pour les parlementaires à partir de 2017. Il facilite le renouvellement des élus. La mise en place d'un ticket binominal paritaire dans les conseils départementaux permet désormais la parité totale dans ces institutions, qui ne comptaient jusqu'en 2015 que 13% de femmes. De même, la démocratie sociale a été renforcée et les corps intermédiaires confortés : les accords interprofessionnels ont été retranscrits dans la loi. Ce fut le cas pour la sécurisation de l'emploi. Pour que la négociation soit réellement renforcée à l'échelle de l'entreprise, comme le permettent la loi relative au dialogue social et à l'emploi et la loi Travail, nous avons donné aux représentants syndicaux davantage de temps et de moyens et permis le mandatement syndical dans les PME pour négocier l'organisation du travail. Quant aux salariés des TPE, ils sont désormais représentés aux seins des commissions paritaires régionales.

■ 2017 : les visions en présence

Le libéralisme de François Fillon n'est pas seulement inégalitaire : il est autoritaire. Il ne cache pas son mépris pour les corps intermédiaires : il affirme vouloir en finir avec « le monopole syndical ». Il assume son penchant plébiscitaire : il fait du référendum le seul outil d'association des Français à la prise de décision publique. Il revendique la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif et attache peu d'importance au travail législatif : il entend gouverner par ordonnance. Quant à sa conception de la politique étrangère, elle fait la part belle aux analyses pro-russes et comporte une coloration poutinienne. De même, il écarte toute résolution du conflit syrien sans Bachar Al-Assad.

L'impasse nationale-populiste: la France mise au pas. Isolée de l'extérieur, la France dont rêve Marine Le Pen est aussi cadenassée de l'intérieur. L'extrême-droite, lorsqu'elle exerce le pouvoir, ne souffre pas la contestation. Dans les communes qu'elle a conquises en 2014, elle contrevient à tous les principes fondamentaux de la vie démocratique : non-respect des droits de l'opposition comme à Hayange, intimidation à l'encontre des associations locales, boycott des médias et refus du pluralisme de la presse comme à Hénin-Beaumont, mise en coupe réglée de l'administration, augmentation massive des indemnités des élus. Ces pratiques ne masquent pas l'incapacité du Front national à gouverner : depuis 2014, un troisième maire a été élu au Luc-en-Provence. A Cogolin, dix conseillers municipaux ont démissionné. À Marseille et à Fréjus, des adjoints au maire ont rendu leur écharpe. Pour l'extrême-droite, le pouvoir ne se partage pas : il se concentre. Le pouvoir n'émancipe pas : il exclut et sépare.

Avec la République social-écologique, une démocratie de qualité. Pour nous, la vie démocratique n'est jamais aussi légitime que lorsque ceux qui agissent au nom des citoyens les associent à la prise de décision, à la mise en œuvre des politiques et à leur évaluation. C'est aussi ce qui rend l'action publique plus efficace. Pour les socialistes, le partage du pouvoir est un chantier qui n'est jamais achevé.

■ La gauche est l'avenir de la France

Une représentation plus proche de la société

Pour les socialistes, le principe représentatif est la colonne vertébrale de nos institutions. Pour répondre à la crise de confiance dont le premier symptôme est l'abstention, nous avons à redonner à l'acte de voter une nouvelle légitimité. Pour les socialistes, voter est un droit autant qu'un devoir. C'est pourquoi nous proposons de **réfléchir au droit de vote rendu obligatoire**. Cette mesure n'a évidemment de pertinence que si l'inscription sur les listes électorales est la plus simple possible. Nous proposons qu'elle soit partiellement automatisée : certaines procédures administratives pourraient être l'occasion de demander son inscription sur les listes. Elle n'a de sens que si **le vote blanc est reconnu** : nous proposons donc de le comptabiliser parmi les suffrages exprimés pour instaurer l'équilibre entre le devoir de s'exprimer et le droit de choisir de ne pas être – ou de ne pas se sentir – représenté. Pour encourager la vie citoyenne au plus tôt, nous proposons également d'**expérimenter le droit de vote à 16 ans aux élections locales**. Enfin, nous rappelons notre attachement à l'ouverture du droit de vote aux étrangers résidant légalement dans notre pays depuis au moins cinq ans pour les élections locales. Nous instaurerions ainsi une citoyenneté progressive.

DÉFI 14 LE NON-CUMUL DES MANDATS DANS LE TEMPS

Pour améliorer la représentativité des Français, le non-cumul d'un mandat d'exécutif local avec un mandat parlementaire, qui entrera en vigueur en 2017, montrera toute son efficacité: il permettra en effet le renouvellement de la vie politique. Pour le futur, nous proposons d'amplifier son effet, **en limitant à trois le nombre de mandats successifs pour les parlementaires comme pour les responsables d'exécutifs locaux**. Accompagnée d'un véritable statut de l'élu, cette réforme encouragerait notamment la diversité sociale des représentants du peuple.

La diversité pourrait être également encouragée par l'introduction d'une part de proportionnelle aux élections législatives, par exemple sur le modèle allemand alliant un scrutin uninominal et un scrutin de liste. Enfin, pour faire progresser la parité, nous proposons de la promouvoir parmi les chefs d'exécutifs locaux. Nous préconisons aussi de renforcer les sanctions pour les partis qui ne respectent pas la loi sur la parité.

Ces réformes nécessaires vont de pair avec **un renforcement du pouvoir du Parlement**, indispensable pour son nouvel âge, celui du non-cumul. Nous souhaitons amplifier son rôle d'impulsion, d'évaluation et de contrôle, en instaurant notamment une procédure de responsabilité individuelle des ministres.



► VOIR CAHIERS 5 et 6

Une démocratie plus participative

Pour que chaque citoyen se sente partie prenante de la décision politique, nous voulons multiplier leur possibilité d'expression et de participation, et nous engager dans une co-production des politiques publiques. Les territoires gouvernés par des majorités de gauche ont montré la voie. Nous proposons ainsi de **développer les dispositifs participatifs partout où c'est possible et d'introduire des mécanismes réguliers de consultation des citoyens**: jurys, états généraux, débats participatifs, à l'image de ce qui a été engagé pour la loi sur la République numérique ou le projet de loi Égalité et citoyenneté. Dans cet état d'esprit les *Civic Techs* sont à encourager.

DÉFI 15 POUR LES CITOYENS, UN DROIT D'AMENDEMENT ET UNE PLATEFORME DE SUIVI DE LA FABRIQUE DE LA LOI

La fabrication de la loi est le premier enjeu de consultation. Nous proposons d'instaurer un droit d'amendement citoyen qui permettrait à des Français ayant collecté un nombre suffisant de signatures de voir leur proposition étudiée et défendue. Nous plaçons également pour qu'au moins une proposition de loi citoyenne soit examinée par session parlementaire et pour l'organisation d'une séance de questions citoyennes au gouvernement. Ce droit pourrait être adossé à la mise en place d'une plateforme participative de suivi de la fabrique des lois, comme le propose la Fondation Jean Jaurès.

Cette disposition nouvelle aura d'autant plus d'efficacité si en amont de la présentation des projets de loi qui portent sur les grands sujets de société, **les consultations publiques sont systématisées**. Nous suggérons qu'elles soient constituées d'universitaires, d'organisations associatives et syndicales et de citoyens réunis en conférences citoyennes. Enfin, en aval, nous souhaitons qu'ils soient associés à l'évaluation de la mise en œuvre des textes adoptés aux côtés des parlementaires et de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Nous plaçons pour que les outils de la démocratie directe soient modernisés : pour écarter le risque plébiscitaire, nous proposons d'instaurer la possibilité de référendums à choix multiples et d'élargir le champ de son recours aux questions de société. Nous suggérons également d'alléger les conditions de mise en œuvre du référendum d'initiative citoyenne.

Enfin, nous entendons **donner toute sa place à la démocratie sociale** : au plan national, nous voulons continuer de renforcer la négociation collective. Nous réaffirmons le principe d'une gestion paritaire des grands organismes marqueurs de notre modèle social. D'autres sujets, comme la formation professionnelle, pourraient intégrer une gestion tripartite. Au sein de l'entreprise, **nous souhaitons donner davantage de place aux représentants des salariés dans les conseils d'administration** : elle appelle un changement de culture, un fort investissement dans la formation des représentants des salariés pour qu'ils pèsent sur les décisions stratégiques. Mais nous restons convaincus qu'une telle avancée serait bénéfique à la vie des entreprises comme à celle des salariés. Nous apportons notre soutien à la démocratisation de la production, notamment via le modèle juridique des Sociétés coopératives et participatives.



► VOIR CAHIERS 1 et 5

DÉFI 16 UNE NOUVELLE ÉTAPE DE DÉCENTRALISATION

Une démocratie vivace est une démocratie où les pouvoirs sont mieux partagés entre les différents niveaux de décisions. Socialistes, nous sommes profondément attachés à la démocratie locale. Nous sommes convaincus que la recentralisation prônée et promise par les droites éloigne les citoyens de la décision et qu'elle ne rend pas plus efficace la mise en œuvre des politiques publiques. Au contraire : parce que chaque région a ses atouts et ses défis, le rôle de l'État est aussi de donner aux collectivités territoriales le pouvoir de les relever. La réforme territoriale engagée au cours du quinquennat contribue à atteindre cet objectif : il permet aux régions de bénéficier du rayonnement de leur métropole, dont les dynamiques sont mieux accompagnées.

Pour l'avenir, nous préconisons de permettre une plus grande différenciation de l'architecture institutionnelle locale pour répondre au plus près au tissu social du territoire. Nous plaillons également pour que le recours aux expérimentations et aux innovations territoriales soit plus aisé, ce qui suppose un renforcement du pouvoir réglementaire. Nous souhaitons par ailleurs encourager les initiatives participatives locales, telles que les budgets participatifs par le biais de dotations, renforcer les référendums locaux et instaurer des possibilités de référendums d'initiative citoyenne à l'échelon local.

Enfin, nous proposons que soit engagé **un nouveau transfert de compétences aux Régions**. Si le versement des allocations chômage doit rester une compétence nationale, **nous suggérons de leur confier la politique d'accompagnement dans l'emploi**. La stratégie industrielle pourrait être davantage territorialisée, à l'instar de ce qui a été fait pour bpifrance et ses directions régionales. De même, pour lutter contre la désertification médicale, et outre l'affirmation du *numerus clausus* comme plancher et non plus comme plafond, ainsi que le déploiement des maisons de santé, les médecins pourraient à l'issue de leur formation exercer un certain nombre d'années dans le territoire où il l'ont reçue. L'exécution de certains programmes publics pourrait enfin être confiée aux Régions.

À l'heure où le candidat de droite entend réduire de 500 000 le nombre de fonctionnaires et veut donc l'imposer aux collectivités, **nous réaffirmons que ces politiques ne peuvent être mises en œuvre sans liberté de recrutement et sans ressources propres**. Nous rappelons que l'évaluation de la gestion des collectivités locales relève de la responsabilité des chambres régionales des comptes et du contrôle de légalité exercé par le préfet. Leur substituer un contrôle politique national, c'est revenir sur l'autonomie des collectivités territoriales, inscrite par la gauche dans la Constitution.

Par ailleurs, nous proposons que davantage de passerelles soient définies et établies entre la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale. **Une réforme de la haute fonction publique pourrait être engagée**, et reposer sur la fusion de l'ENA, des Instituts régionaux d'administration et des centres de formation de la fonction publique territoriale. Cette réorganisation donnerait à de nombreux fonctionnaires la possibilité de progresser en interne.



► VOIR CAHIERS 4 et 5

Des contre-pouvoirs reconnus et protégés

Une vie démocratique dynamique est assurée par des contre-pouvoirs efficaces et puissants. Dans notre système représentatif, les groupes d'opposition sont les premiers à exercer cette responsabilité. Nous voulons renforcer leurs droits, au Parlement avec la possibilité dévolue à l'opposition de nommer un contre-rapporteur, et dans les collectivités locales, notamment via des moyens d'expertise.

Une information plurielle et de qualité contribue aussi à une vie démocratique de qualité. Sur les réseaux sociaux, il importe de nous protéger de l'effet de « bulle cognitive » entretenu par les algorithmes et favorisé par le cercle d'amis ou de relations choisis. Pour le prochain quinquennat, **nous plaçons pour une nouvelle loi « Bichet » du numérique et pour l'adaptation de la loi de 1881 sur la liberté de la presse** à cette nouvelle donne.

Nous proposons enfin de renforcer les dispositions pour lutter contre la corruption et les conflits d'intérêt, par la transparence de l'usage de l'argent public, en faisant de l'ouverture des données publiques la règle, en instaurant des commissions de déontologie dans les principales collectivités, et en encadrant davantage l'activité des représentants d'intérêt, notamment au niveau local. Enfin, nous plaçons pour que les lanceurs d'alerte puissent saisir directement le Défenseur des lois des faits dont ils sont témoins.



► VOIR CAHIER 5

Des procédures simplifiées

Des procédures claires et des droits lisibles contribuent enfin à renforcer dans la société civile l'attachement à la démocratie. Pour l'élaboration de la loi, nous proposons de **raccourcir le délai entre la présentation des projets de loi et leur application**, sans diminuer la qualité du travail parlementaire. Nous souhaitons également une amélioration des études d'impact et un meilleur suivi des décrets d'application.

Au plan de la mise en œuvre des politiques publiques, nous plaçons pour que le chantier de simplification soit poursuivi. Les normes, parfois contradictoires, s'empilent sans être révisées. Elles alourdissent l'action de l'État comme la vie des particuliers et des entreprises. Elles remettent même en cause le principe d'une régulation publique, pourtant légitime et indispensable. Ainsi, nous suggérons de retenir la règle de la **suppression de deux normes pour une adoptée**. Enfin, pour que nos concitoyens aient la vision la plus claire possible de leur droit, nous suggérons de **créer une carte des droits des citoyens**, attachés à la personne. Elle rassemblera de façon personnalisée, à l'image de la carte vitale, les droits mobilisables au moment souhaité, pour acquérir de nouvelles qualifications ou mener à bien un projet d'entreprise.



► VOIR CAHIERS 4 et 5



- ▷ **RÉFLÉCHIR AU VOTE OBLIGATOIRE ET L'EXPÉRIMENTER À 16 ANS POUR LES ÉLECTIONS LOCALES**
.....
- ▷ **INSTAURER LE NON-CUMUL DES MANDATS DANS LE TEMPS**
.....
- ▷ **DÉVELOPPER LES NOUVEAUX MODES DE PARTICIPATION À LA VIE CIVIQUE : BUDGETS PARTICIPATIFS, CONFÉRENCES CITOYENNES, DROIT D'AMENDMENT CITOYEN, SUIVI EN LIGNE DE LA FABRIQUE DE LA LOI**
.....
- ▷ **DONNER TOUTE SA PLACE À LA DÉMOCRATIE SOCIALE**
.....
- ▷ **ENGAGER UN NOUVEL ACTE DE DÉCENTRALISATION**
.....
- ▷ **GÉNÉRALISER LA TRANSPARENCE À TOUS LES ÉCHELONS DE LA VIE PUBLIQUE**
.....
- ▷ **CONFORTER LE PRINCIPE DE PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE**
.....
- ▷ **À L'ÂGE DIGITAL, GARANTIR LE PLURALISME DES MÉDIAS**
.....
- ▷ **SIMPLIFIER LES PROCÉDURES ET PERSONNALISER L'ACTION PUBLIQUE**
.....

Dans la mondialisation,

AFFIRMER L'EUROPE NOUVELLE

■ Le nouveau monde est un monde chaotique

Nous vivons aujourd'hui dans un monde fragmenté et désorganisé. Annoncé après l'effondrement du bloc soviétique, le triomphe de la démocratie de marché comme facteur de paix universelle et de progrès partout sur la planète n'est pas advenu. À sa place, un monde changeant, interdépendant et turbulent, complexe et connecté a émergé, dans lequel aucune puissance ne peut revendiquer le *leadership* : il n'y a ni âge d'or ni fin de l'Histoire, mais quatre défis majeurs, qu'il nous faut affronter et surmonter, dans l'intérêt de l'humanité et du futur.

Le premier défi est sécuritaire et stratégique : pendant que des tensions perdurent en Asie-Pacifique, en particulier entre le Japon et la Chine, et que l'Afrique est en pleine transformation, les menaces sont fortes aux frontières de l'Europe : au sud, Iran et Arabie Saoudite se disputent le *leadership* d'un Proche-Orient ébranlé par les conflits en cours, dont la Syrie, l'Irak et le Yémen sont aujourd'hui l'épicentre. L'apparition de l'idéologie djihadiste et son ambition terroriste globale rend leur résolution d'autant plus complexe. Elle menace également l'Europe à l'intérieur de ses frontières : les attentats de Paris et de Nice ou de Bruxelles en ont fait aujourd'hui le premier danger et le premier sujet pour l'Europe.

À l'Est, la Russie de Vladimir Poutine, portée par la nostalgie de sa puissance perdue, déstabilise l'Union à ses frontières, tandis que la Turquie de Recep Tayyip Erdogan prend un virage autoritaire et ultra-conservateur, aux plans intérieur et extérieur. Face à ces défis, pour assurer leur protection, les États membres de l'Union européenne ne pourront plus se reposer sur les seuls États-Unis, entrés avec l'élection de Donald Trump dans une phase annoncée de raidissement et de repli.

Le second défi est climatique : l'Accord de Paris, ratifié par une majorité de puissances, est désormais entré en vigueur. Il prévoit de limiter la hausse des températures à 1,5°C d'ici la fin du siècle, de mobiliser 100 milliards d'euros d'ici à 2025 et appelle



une réorientation massive des financements publics et privés vers la lutte contre le dérèglement climatique et le développement des énergies renouvelables. C'est un enjeu majeur pour l'avenir de la planète, que les climatosceptiques, qui ont retrouvé une puissance d'action et d'influence en particulier avec l'élection de Donald Trump, feront tout pour amenuiser.

Le troisième défi est migratoire : qu'ils soient liés à la pauvreté, à des conflits ou au climat, les déplacements constituent un défi international. En 2016, le monde compte 65,3 millions de migrants. Les flux ont certes crû vers les pays les plus avancés, mais ils concernent en premier lieu les pays les plus pauvres, voisins de ceux qui ont connu des catastrophes naturelles ou sont des théâtres de guerre. Entre 2011 et 2013, ils ont progressé de 17% vers l'Amérique latine et vers les Caraïbes. En Jordanie et au Liban, ce sont un million de réfugiés qui ont trouvé refuge. Pour notre continent, c'est aussi un enjeu fondamental : depuis janvier 2016, 330 000 personnes ont encore traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe. 3800 d'entre eux y ont perdu la vie. La nécessité morale et le respect du droit international qui appelle à accueillir les réfugiés avec humanité rencontre la capacité des États à assumer ou à organiser cet accueil et les craintes des populations. L'Europe doit conjuguer dignité, solidarité et responsabilité. Face à cet enjeu mondial et durable, les solutions seront internationales.

Le quatrième défi est économique : la croissance mondiale s'essouffle, anémiée notamment en Europe par les choix austéritaires portés par la droite du continent. Dans la zone euro, la reprise est là, mais encore fragile. Quant aux pays émergés, ils réorientent progressivement leur économie vers leur marché intérieur et connaissent de facto un ralentissement qui pourrait s'aggraver, comme en Chine, voire une crise économique, sociale et politique majeure, comme au Brésil. A moyen terme, le risque financier n'est pas non plus à écarter : l'excès de liquidité injecté par les Banques centrales après la crise de 2008 a sauvé nos économies, mais il pourrait aussi nourrir des bulles spéculatives qu'il sera d'autant plus difficile d'anticiper que de nombreuses transactions s'opèrent de gré à gré. Les premières annonces du président élu des États-Unis ne sont pas matière à rassurer ceux qui œuvrent, comme nous le faisons depuis 2012, pour une régulation de la finance internationale.

Face à ces défis majeurs, la France agit, mais elle ne peut agir seule. **Pour protéger et progresser, elle a besoin d'une Europe multiplicatrice de puissance**, en capacité d'agir pour défendre ses valeurs de paix, de solidarité et de prospérité. **Or l'Union**

européenne elle-même est en crise. Elle vit une crise d'efficacité, au plan économique : les chiffres élevés du chômage dans la zone euro en témoignent ; au plan stratégique : face au terrorisme islamiste et aux menaces à ses frontières, le soft power européen a vécu ; au plan commercial, où la riposte européenne aux économies qui pratiquent le dumping social et environnemental, est par trop dérisoire. Le corset ordo-libéral prive l'Union européenne des moyens d'action pour affirmer ses intérêts et ses atouts. Il en résulte à la fois une crise de solidarité – chaque État membre, devant les divergences économiques, est tenté de jouer sa propre partition – et une crise de légitimité, relative aux choix et au fonctionnement de l'Union. Dans cette accumulation de crises, les États ont une part de responsabilité, du fait de l'attention scrupuleuse et vétilleuse qu'ils portent à leurs intérêts, au détriment de l'intérêt commun. Entamée depuis de nombreuses années, cette crise est amplifiée par le *Brexit*.

Aujourd'hui, l'Europe est à un tournant de son histoire. Elle est confrontée à une alternative entre la résurgence des nationalismes, qui avancent masqués derrière les souverainismes, et le ressaisissement européen. Pour les socialistes, faire l'Europe relève de nos valeurs. Elle est le fruit de notre histoire, et ce qui l'unit est aujourd'hui l'État social-écologique, même s'il prend des formes différentes d'un membre à un autre. **Arrivée au bout de son intégration par les procédures et les contenants, l'Union doit mettre en œuvre une intégration par les projets et les contenus.** C'est le cinquième et dernier enjeu de la présidentielle.

■ 2017 : Depuis 2012, nous avons agi pour résoudre les crises et réorienter le sens de l'Europe

Et d'abord en faveur d'une plus grande régulation qui préserve les intérêts économiques tout en faisant progresser les conditions de vie des travailleurs. Parce qu'elle a redressé ses comptes publics et un appareil productif que la droite avait laissés en déshérence, la voix de la France est reconnue.

Nous avons contribué, sans déclarations intempestives ni rodomontades, à mettre fin à la crise des dettes souveraines et au sauvetage de la Grèce : sans la France, elle était exclue de la zone euro et celle-ci se trouvait plongée dans une crise aux conséquences incalculables. L'Union bancaire, que nous avons soutenue, est désormais en place et fera qu'en cas de crise financière les erreurs des banques leur soient imputées, et non plus aux contribuables. La BCE a fait évoluer sa doctrine, désormais plus favorable à la croissance et à l'emploi, comme nous l'appelions de nos vœux. Le plan d'investissement massif, dit « Juncker », est désormais sur les rails. Il finance déjà de grands projets dans notre pays, à l'image du Grand Paris Express.

Au plan social, nous avons également obtenu des avancées : avec leurs partenaires sociaux-démocrates européens, les socialistes français ont agi pour un meilleur contrôle du recours aux travailleurs détachés. La directive devrait être révisée, pour imposer le principe « à travail égal, salaire égal ».

Au plan financier, nous avons plaidé pour une meilleure transparence des transactions et pour lutter contre l'évasion fiscale des grandes entreprises. En octobre 2016, la Commission a proposé d'instaurer un taux européen d'impôt sur les sociétés, commun à toutes les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 750 millions d'euros, pour ensuite les contraindre à déclarer leurs activités pays par pays, comme nous l'avons déjà inscrit dans la loi. Si ce projet était adopté par les États membres, nous ferions un grand pas vers l'harmonisation fiscale défendue par les sociaux démocrates européens depuis longtemps. Au plan commercial enfin, en août 2016, la France a demandé l'arrêt des négociations portant sur le TAFTA, considérant que les lignes rouges qu'elle avait posées – réciprocité dans l'accès aux marchés publics, exclusion de l'audiovisuel et de la culture du champ des négociations, reconnaissance des appellations d'origine protégée, refus des tribunaux d'arbitrage privés – n'étaient pas respectées.

Depuis 2012, la France, puissance indépendante et influente, a joué un rôle de pivot au plan international. Face aux tensions à l'Est de l'Europe, elle a œuvré aux accords de Minsk et plaidé avec ses partenaires pour mettre en place des sanctions européennes à l'encontre de la Russie : pour les socialistes, avoir la Russie, qui est un grand pays, pour interlocuteur, ce n'est ni s'aligner ni accepter une vision du monde et une conception autoritaire du pouvoir qui n'est pas la nôtre.

Face au terrorisme djihadiste, notre pays a assumé ses responsabilités. La France est intervenue sur le terrain, dans le respect du droit international, pour assurer sa sécurité et celle de l'Europe. Au Mali, puis dans la bande sahélo-saharienne pour éviter que se constituent des sanctuaires terroristes que l'implosion de la Libye en 2011 avait facilités, nos forces armées ont été à l'offensive. Contre Daech, nous avons rejoint la coalition internationale dès septembre 2014 et intensifié nos frappes aériennes après les attentats de novembre 2015.

Face au conflit syrien, nous avons opté pour la fermeté, quand d'autres plaidaient pour la compréhension : pour la France, l'avenir de la Syrie ne peut reposer ni sur Bachar al-Assad, tortionnaire de son peuple, ni sur l'État islamique, idéologie de mort. Nous avons été les premiers à dénoncer, en 2013, l'usage des armes chimiques par Damas.

Pour soutenir la régulation des conflits, la France a été un acteur de paix et de stabilité : dans l'accord sur le nucléaire iranien, elle a choisi la fermeté constructive, qui a permis d'aboutir à un accord exigeant, à même d'endiguer la prolifération et de stabiliser la région, après douze ans de négociation. En Centrafrique, l'intervention de la France fut décidée pour prévenir une guerre civile. La transition est désormais engagée.

Enfin, en matière climatique, nous avons conclu un compromis historique que l'échec de la Conférence de Copenhague rendait impératif. L'accord de Paris, le premier accord mondial, signé en décembre 2015, est désormais entré en vigueur. Pour la diplomatie française, il s'agit là d'un succès majeur, unanimement salué, qui aurait été impossible à obtenir sans la mobilisation de la société civile, porteuse de nombreux projets.

■ En 2017, les Français choisiront entre des visions du monde

La régression libérale-autoritaire : l'Europe a minima. Pour le candidat Fillon, l'Europe n'est pas un projet mais un trajet : celui qu'il faut parcourir pour aller jusqu'à Vladimir Poutine. Le continent est à ses yeux un lieu d'expression des puissances plutôt qu'un multiplicateur de puissance. Au lieu de réorienter, il préfère affaiblir : la Commission et le Parlement, deux moteurs du projet européen, sont donc à circonscrire. Pour gouverner la zone euro, il ne veut pas un approfondissement démocratique mais un directoire politique. Pour sécuriser le monde, il ne recherche pas la régulation du futur, éclairée par nos valeurs, mais la coalition du passé, fondée sur la seule force et le jeu des Empires : une nouvelle Triple Entente, entre la France, la Russie et le Royaume Uni. Peu important la déstabilisation opérée par la Russie à sa frontière occidentale, son double jeu au Proche-Orient, ou la considération portée par son actuel président aux droits de l'homme : la puissance fait tout, l'accord et le commerce feront le reste. C'est au marché que M. Fillon entend s'en remettre pour relever le défi climatique.

L'impasse nationaliste : refaire la France Maginot. Pour l'extrême-droite, l'ouverture au monde est source de tous les maux, et l'Europe leur cheval de Troie. C'est pourquoi elle préconise la sortie de l'Union et de l'euro, et propose en guise de protection le repli sur soi, les barrières, à l'écart du monde, pour mieux ressusciter un passé mythifié érigé au rang d'utopie : la France de l'après-guerre, celle de la reconstruction et de l'Empire. Mais que pèsent les murs face au défi climatique ? Comment relever le défi migratoire, enjeu collectif, au plan intérieur comme au plan extérieur ? Et comment croire que l'économie de demain pourra se bâtir à l'écart du monde d'aujourd'hui, sans appauvrir les pauvres et faire le jeu des plus riches ? Partageant avec le candidat de droite la même fascination pour la Russie, c'est une internationale des nationalismes que veut bâtir, en guise d'alliance, la candidate du Front national. Avant de sortir de l'Histoire, l'extrême-droite nous propose d'en revivre le pire.

La République social-écologiste : une France pivot, dans une Europe refondée. Pour les socialistes, la souveraineté n'est pas le souverainisme, mais la capacité à défendre ses valeurs de solidarité, de protection et de régulation. C'est dans l'espace européen qu'elle trouve sa première concrétisation, grâce à une Union réorientée autour d'un New Deal écologiste et continental et d'une politique de juste-échange, partageant la lutte contre le terrorisme et les menaces extérieures, sûre de ses valeurs et forte de son attachement partagé à la protection sociale.

■ La gauche est l'avenir de la France et de l'Europe

Une Europe qui protège

DÉFI 17 UN PACTE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN CONTRE LE TERRORISME

Face au terrorisme, la France est en guerre et l'Europe avec elle : nous n'avons pas choisi notre ennemi. Les efforts engagés par notre pays doivent être prolongés par l'Europe et avec l'Europe. C'est pourquoi nous proposons un pacte de sécurité européen contre le terrorisme et les menaces extérieures. L'adoption du PNR et l'enrichissement du fichier Schengen en sont la première étape. Mais nous devons aller plus loin, dans des coopérations renforcées entre États membres en matière de police, notamment par une coordination accrue des agences de renseignement, l'amplification de la coopération contre la cybercriminalité et l'approfondissement des échanges financiers.

Nous plaçons aussi pour **de nouveaux moyens attribués à Europol**, embryon de police européenne commune. La coopération judiciaire, via Eurojust, est également à étendre et la création d'un parquet européen antiterroriste à envisager.

Au plan extérieur, il est déterminant de consacrer à la politique étrangère et de sécurité commune des moyens à la hauteur des défis et des menaces à surmonter. Dans l'immédiat, **nous demandons que l'effort engagé en matière de défense soit exclu du champ d'application du Pacte européen de stabilité**. A moyen terme, nous proposons de doter l'Union européenne de moyens civils et militaires propres pour assurer des missions collectives de sécurité des européens.



► VOIR CAHIER 3

Une Europe qui investit dans l'avenir

Face aux défis économiques, sociaux et climatiques, nous plaçons pour que l'Europe renforce drastiquement sa capacité d'investissement, en concevant un **New Deal écologique** à l'échelle continentale. L'état des infrastructures européennes, rendu déplorable par les politiques d'austérité, et le rééquilibrage du mix énergétique, à l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, le rendent nécessaire. Le plan dit « Juncker », qui vise 315 milliards d'euros d'investissement, et que la Commission entend doubler dans les prochaines années, en est la première étape. Nous souhaitons qu'il soit amplifié. Ces efforts devraient aussi porter sur l'innovation et le développement numérique, ainsi que sur la jeunesse, via notamment une meilleure prise en charge du financement de la Garantie jeune par l'Union et par l'investissement dans des universités de dimension européennes. Ce plan, ambitieux, audacieux, attendu par les peuples, appelle des ressources propres et une capacité d'emprunt, dont l'Europe doit se doter. Une partie d'un impôt sur les sociétés européen pourrait lui être consacré.



► VOIR CAHIERS 1 et 3

Une Europe qui régule

DÉFI 18 UN BUY EUROPEAN ACT

L'Europe continue d'être le seul ensemble qui s'impose le libre-échange, dans un monde où les principales puissances commerciales ne cessent d'y déroger. Ce mouvement, dans les années qui viennent, devrait s'accélérer. Outre-Atlantique, le président élu a placé le protectionnisme au cœur de sa campagne. La Chine continue d'imposer de puissantes restrictions aux investisseurs étrangers. Le Japon interdit aux entreprises européennes l'accès à ses marchés publics. Face à ces nouvelles politiques, l'Union européenne ne peut choisir le statu quo. Socialistes, nous ne voulons ni d'une Europe offerte qui ferait de nous les fournisseurs de contenus ou les sous-traitants de la planète, ni d'une Europe fermée, dont l'économie et la société ne se remettraient pas d'un repli organisé. C'est pourquoi nous continuons de promouvoir le juste-échange dans la mondialisation.

Ainsi, nous proposons de **mettre en œuvre un règlement « Acheter européen »** : pour leurs achats et leurs marchés publics, les États membres devraient recourir en priorité à des biens fabriqués en Europe. Un tel règlement servirait de moyen de pression en faveur de la réciprocité des échanges dans la négociation d'accords commerciaux avec nos partenaires : 95% des marchés publics sont en effet ouverts à la concurrence internationale en Europe, contre 32% aux États-Unis ou 16% au

Canada. Or, le coût de ce différentiel est évalué à 12 milliards d'euros par an pour l'Europe.

Dans la négociation commerciale, **nous plaidons pour que l'Union mène la bataille des normes**. Nos standards sanitaires, sociaux, environnementaux sont élevés et nous devons les imposer, à la fois pour préserver et promouvoir nos productions et savoir-faire pour permettre un développement humain fondé sur la qualité et la réciprocité. Comme nous l'avons fait pour le TAFTA, nous demandons la transparence des négociations.

Nous souhaitons également que les instruments de contrôle de la Commission européenne en matière de concurrence soient rééquilibrés, pour nous prémunir des offensives de groupes extra-européens. La crise de l'acier, avec les importations d'acier laminé chinois, en a montré l'importance. Au plan intérieur, nous plaidons également pour que la politique de la concurrence ne freine ni l'innovation, ni la montée en gamme, ni l'émergence de « champions européens » : les réalités politiques et les enjeux économiques de la compétition internationale doivent être mieux pris en compte : aides publiques, maturité des marchés à court et moyen terme, etc. une possibilité d'appel des décisions de la Commission européenne pourrait être ouverte devant le Conseil des ministres européens. Nous allons mobiliser nos partenaires européens ainsi que la Commission afin qu'il soit mis fin à l'instrumentalisation du droit américain pour sanctionner les entreprises étrangères à des fins commerciales.

Enfin, nous continuerons de plaider et d'**œuvrer pour l'harmonisation sociale et fiscale partout où c'est possible**. Ainsi, nous préconisons la mise en place d'un salaire minimum européen au-dessus du seuil de pauvreté et de 60 % au minimum, du salaire médian de chaque pays. Nous soutenons un socle commun de droits sociaux avec une protection sociale adaptée aux défis d'aujourd'hui et une plus grande place reconnue aux partenaires sociaux à l'échelle européenne. Au plan fiscal, nous soutenons la mise en place de l'assiette commune consolidée pour les impôts sur les sociétés (ACCIS) proposée par la Commission. Nous continuerons d'agir pour qu'aboutisse le projet de taxe sur les transactions financières qui fait aujourd'hui l'objet d'une coopération renforcée.



► VOIR CAHIERS 1 et 3

Une Europe dotée d'une politique migratoire commune

Pour les socialistes, l'Europe est le levier pour relever collectivement et efficacement le défi migratoire. L'exigence consiste à conjuguer solidarité et respect du droit d'asile envers les réfugiés d'une part ; fermeté et respect de la loi vis-à-vis de l'immigration irrégulière d'autre part.

Nous soutenons à ce titre la mise en place des *hot spots* dans les pays de première arrivée, mais rappelons avec force que la tâche complexe, exigeante qui leur incombe doit s'exercer avec humanité, dans le respect des droits de l'homme et des procédures. Nous proposons que les moyens humains de l'agence Frontex soient amplifiés et collectivement financés, pour devenir un corps de gardes-frontières européens.

Nous proposons également un nouveau règlement de Dublin pour clarifier et renforcer le système d'asile européen : l'accueil des migrants ne saurait reposer sur les seuls pays d'arrivée. Des règles communes en matière de conditions d'admission, d'installation, de répartition juste et équitable dans l'ensemble des États membres est à établir. Un office européen des réfugiés, indépendant, est également à instaurer.

Enfin, l'intégration des réfugiés doit être facilitée. L'Europe doit y prendre financièrement sa part.



► VOIR CAHIER 3

Une Europe plus démocratique

DÉFI 19

LA ZONE EURO FORTE D'UN GOUVERNEMENT ET D'UN PARLEMENT

L'Union européenne procède d'une double légitimité : celle qui lui vient des États, et celle qui lui vient des citoyens. Il importe de renforcer l'une et l'autre, afin de répondre à l'aspiration des peuples à davantage de démocratie et d'efficacité.

Tous les États membres ne souhaitent pas aujourd'hui aller de l'avant, ni y avancer au même rythme. C'est pourquoi nous plaçons pour une Europe différenciée, une Europe des cercles.

Au niveau de la zone euro, que nous considérons comme le premier cercle, nous proposons de **mettre en place un gouvernement économique contrôlé par un parlement dédié**, dans lequel parlements nationaux et parlement européen doivent jouer un rôle.

DÉFI 20

UN PACTE POUR LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT DE DROIT ET LES DROITS FONDAMENTAUX

L'Union à 27 doit continuer de porter des projets et des valeurs. C'est à nos yeux la bonne échelle pour mener à bien le plan d'investissement continental que nous appelons de nos vœux et celui où les valeurs humanistes et démocratiques du continent doivent être non seulement affirmées mais respectées. C'est la raison pour laquelle **nous soutenons le projet d'un pacte européen pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux**. Face aux nationalistes xénophobes, actifs dans toute l'Union et au pouvoir en Hongrie ou en Pologne, nous avons la responsabilité de rappeler et de démontrer que ces droits ne sont pas négociables. Ce pacte donnera à l'Europe le mécanisme de contrôle systématique et complet qui lui manque pour garantir l'effectivité de ces droits.

Nous souhaitons enfin que le Parlement européen dispose d'un pouvoir d'initiative parlementaire. Devant le risque de fragmentation européenne, il reste l'institution la mieux à même d'incarner l'Union politique et sociale que nous soutenons. Il a gagné une légitimité nouvelle depuis que les partis politiques européens ont désigné leur candidat pour présider la Commission en amont des élections de 2014. A terme, nous préconisons de réviser le mode de scrutin pour le rendre plus lisible, soit en revenant à une circonscription unique nationale, soit en créant une circonscription européenne unique.



► VOIR CAHIERS 3 et 5

Préconisations



- ▷ **METTRE EN PLACE UN PACTE DE SÉCURITÉ EUROPÉEN CONTRE LE TERRORISME ET LES MENACES EXTÉRIEURES**
.....
- ▷ **LANCER UN PROGRAMME CONTINENTAL D'INVESTISSEMENT VERT**
.....
- ▷ **METTRE EN PLACE UN BUY EUROPEAN ACT**
.....
- ▷ **POUR UN JUSTE-ÉCHANGE, IMPOSER NOS STANDARDS DANS LES RELATIONS COMMERCIALES**
.....
- ▷ **POUR SUIVRE L'HARMONISATION SOCIALE ET FISCALE**
.....
- ▷ **METTRE EN PLACE UN NOUVEAU RÈGLEMENT DE DUBLIN**
.....
- ▷ **RENFORCER LES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPÉEN ET CRÉER UN PARLEMENT DE LA ZONE EURO**
.....
- ▷ **METTRE EN PLACE UN PACTE POUR LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT DE DROIT ET LES DROITS FONDAMENTAUX**
.....

Le Comité national de pilotage

Le Comité national de pilotage des *Cahiers de la présidentielle* est présidé par Guillaume Bachelay, secrétaire national à l'animation, l'expression et la coordination des pôles.

EN SONT MEMBRES

- **Maryvonne Artis**
 - **Pervenche Berès**
 - **Alain Bergounioux**
 - **Christophe Borgel**
 - **Christophe Bouillon**
 - **Maurice Braud**
 - **Colombe Brossel**
 - **Luc Carvounas**
 - **Philip Cordery**
 - **Marie-Pierre de la Gontrie**
 - **Jean-François Debat**
 - **Elsa di Meo**
 - **Julien Dray**
 - **Tiffany Ermenault**
 - **Guillaume Garot**
 - **Didier Guillaume**
 - **Bruno Le Roux**
 - **Benjamin Lucas**
 - **Victorin Lurel**
 - **Marc Mancel**
- présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen
- directeur des études politiques, en charge du *Cahier* «Être français au 21^e siècle»
- secrétaire national chargé du pôle animation, élections, vie du parti
- conseiller chargé du développement durable et Cop21 auprès du Premier secrétaire
- secrétaire national chargé du pôle mondialisation, régulation, coopération, en charge du *Cahier* «Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde»
- secrétaire nationale à l'éducation, en charge du *Cahier* «Apprendre pour s'émanciper»
- secrétaire national chargé des relations extérieures
- secrétaire national à l'Europe
- secrétaire nationale chargée du pôle République et citoyenneté, en charge du *Cahier* «Renforcer et protéger la démocratie»
- trésorier
- secrétaire nationale à l'action et à la promotion républicaine
- secrétaire national chargé de la Belle alliance populaire
- député de la Mayenne
- président du groupe socialiste au Sénat
- président du groupe SRC à l'Assemblée nationale
- président des Jeunes socialistes
- secrétaire national à l'Outre-mer
- secrétaire nationale à la santé, à la protection sociale et à la famille, en charge du *Cahier* «Prendre soin des autres et de soi : vouloir l'État social-écologique»

-
- **François Rebsamen** président de la FNESR
 - **Claude Roiron** secrétaire nationale aux droits des femmes
 - **Gabrielle Siry** secrétaire nationale à l'économie, en charge du *Cahier* «Entreprendre, travailler, s'accomplir»
 - **Isabelle This Saint Jean** secrétaire nationale à la transition énergétique et écologique et à la biodiversité
 - **Rachid Temal** secrétaire national chargé de la coordination et de l'organisation
 - **Fabien Verdier** secrétaire national chargé du pôle Production et répartition des richesses
 - **Henri Weber** directeur aux études européennes

Les Publications des cahiers

AVRIL



*«Entreprendre,
travailler, s'accomplir»*

MAI



*«Apprendre
pour s'émanciper»*

JUIN



*«Donner une force à l'Europe,
donner un sens au monde»*

OCTOBRE



*«Prendre soin des autres et de soi :
vouloir l'État social-écologique»*

OCTOBRE



*«Renforcer et protéger
la démocratie»*

OCTOBRE



*«Être Français
au 21^e siècle»*

NOVEMBRE



*«Les enjeux
de la présidentielle»*

les
carnets
de la
présidentielle

Que les sections et les fédérations, les militants et les sympathisants, soient chaleureusement remerciés. Ils ont nourri la rédaction des *Cahiers* par des centaines de contributions mises en ligne. Cette démarche participative, initiée lors de nos États généraux en 2014, est inédite dans la vie politique française.

Le partenariat avec les Fondations Jean Jaurès et Terra Nova s'est avéré fécond. Leurs études et publications éclairent les travaux du Parti socialiste : qu'elles soient saluées.

Merci à la centaine de personnalités de la société civile auditionnées par le comité national de pilotage et les rédacteurs. Syndicalistes, chefs d'entreprise, responsables associatifs et d'ONG, philosophes, historiens, sociologues, géographes, anthropologues, linguistes, économistes, politistes, médecins, avocats, essayistes, écrivains, parlementaires ou élus des collectivités territoriales, ils ont accepté de nous faire part de leur expérience et de leurs idées. Leur apport est irremplaçable.

les
cahiers
de la
présidentielle



les
cahiers
de la
présidentielle

cahiersdelapresidentielle.parti-socialiste.fr



LA GAUCHE
EST L'AVENIR DE LA FRANCE
NOVEMBRE 2016

